

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

NUCLÉAIRE

NI EN BRETAGNE, NI A TAHITI !



ROSEANNA CUNNINGHAM (S.N.P.)
REPOUND A COMBAT BRETON.

Été 95.

Y a-t-il un Breton parmi les Celtes ?

La Celtie a été à l'honneur cet été et comment !!! Journaux, radio, télé, affiches, les celtes étaient partout.

Festivals, jeux, nuits, symphonies, concerts, ce fut la déferlante...

Bon, on ne va pas s'en plaindre pour une fois que nous faisons partie de cette communauté à la marche conquérante.

Jusqu'au cinéma et son festival annuel de Douarnenez, écossais cette année, et donc celle qui clôturait en beauté un été super celtique.

Travailleur breton à la bourse modeste, je n'ai pas eu le temps ni les moyens de partager avec mes frères et sœurs autochtones toutes ces réjouissances celtiques.

En cet été finissant, au retour de Douarnenez où conférences, débats et dégustation de whisky s'intercalèrent entre des films écossais se succédant ce samedi 26 août, je me suis posé une question : pourquoi les mots bretons, Bretagne, peuple breton, nation bretonne, ont-ils été totalement absents des exposés et des débats ? En a-t-il été de même ailleurs ? Les Bretons sont-ils devenus de simples spectateurs d'un monde celtique en mouvement ? La Bretagne une terre celtique stérile, peuplée de Celtes admirateurs et consommateurs, ou jouisseurs, n'osant même plus s'affirmer Bretonne dans la fraternelle intercelte ? Applaudissons nos frères, mes sœurs, aux avancées politiques de nos cousins irlandais, gallois, écossais, galiciens !!!



Jeunes Écossais en compétition

Applaudissons devant leurs universités, leurs radios, leurs télévisions !!! Leur cinéma.

Un ennemi exposé d'éminent spécialiste nous fera (encore !) une triste comparaison avec ce qui se passe chez nous en Bretagne celtique où tout semble au point mort. Dan ar Braz nous sauvant la face avec l'heureux soutien des incomparables voix féminines... et celtiques... d'Outre-Manche (aussi !).

Breton, réveille-toi ! Deviens acteur et créateur, militant et combattant. Nos histoires puisent leurs racines dans le même terreau, nos peuples ont subi les mêmes oppressions et répressions. Les parlements de Westminster et du Palais Bourbon ont voté les mêmes lois, spoliés, dépeçés, déportés, ruinés, asservis des générations de nos peuples ; Londres étant encore plus féroce que Paris ou Madrid. Pour avoir sa place dans le concert des nations celtes en marche vers leur indépendance, la Bretagne doit s'affirmer en tant que nation.

Nation créatrice, nation innovante, vivante, prospère.

Cessons de geindre, en colloques ou séminaires d'intellectuels, pour constater toujours, que nous sommes les plus nuls, que la création artistique stagne, que le cinéma est inexistant, que la langue se meurt, qu'il n'y a pas de vraie télé et de vraie radio... et aucun pouvoir politique.

Une vraie consolation toutefois, le dynamisme de notre musique traditionnelle qui trouve assez de ressources dans son histoire et sa propre inspiration, pour rivaliser et souvent dépasser nos cousins celtes. Le succès de nos festou-noz et la prolifération des C.D. en est la meilleure preuve.

Faudra-t-il aussi multiplier les fêtes à caractère national et breton, comme le fait si bien Goul Brodel ar Brezhoneg à Spézet et où, à ma connaissance, tous les groupes programmés cette année (plus de vingt échantillons bretons). Comme quoi ce que l'on produit de mieux sur notre très vieux massif armoricain !

War-zav Bretoned, debout bretons ! L'Europe bouge, les Celtes d'outre-manche ont hissé la grand voile. Resterons-nous encaulinés sans réaction, sans création, sans nous battre, spectateur admiratif, consommateur satisfait, sous l'aile protectrice de la France éternelle, de son administration assurant sécurité, travail, télé, radio, écoles... et payes et avancements...

L'histoire dit-on ne se renouvelle pas. Alors, sachons profiter des vents porteurs et alignons-nous, vite, sur les combats et revendications de nos cousins pour rejoindre dignement le concert des nations celtes en marche vers leur souveraineté.

A.D.

Aménagement du territoire.

Crédits en baisse !

De 2,4 milliards prévus par Pasqua, ils vont tomber à 1,5 milliard. Le fond de développement des entreprises en zone défavorisée ne verra pas le jour ! De même que les aides sur les bâtiments industriels et artisanaux. Le GALCOB du centre Ouest-Bretagne, est évincé des quarante-deux pays tests créés dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire. Floermet, et Anselin, copain à Madelin est choisi contre toute attente (et promesses). Consolons-nous, braves centre-bretons, car sans argent à quoi aurait servi nos multiples réunions pour bâtir des projets jamais financés. Pendant ce temps, 80% de la richesse de la France se concentre en région parisienne. Ils ont aussi 80% des emmerdemements et des problèmes dus à la surpopulation. Et nous, nous avons encore 6 ans et 8 mois pour avaler les couleuvres et digérer les promesses non tenues de Chirac le Parisien.

BRETAGNE LIBEREE (des ministres français)

Le parachuté Madelin, unique ministre «breton» du nouveau gouvernement a été limogé par le parisien Jauppé.

«Pleurs et regrets des députés de droite «Bretons». «Si c'est pas triste, quand même, plus un seul ministre pour nous défendre», pour «porter» les dossiers bretons à Paris !!!

Une suggestion de «Combat Breton» pour tenter de les consoler de cette perte inéluctable, et si vous commencez à traiter vos dossiers à Rennes et Nantes, et à répondre par l'initiative bretonne aux mépris parisiens ?

Gageons que la Bretagne trouverait vite ses ministres français (parisien, Bretons) pour la plus grande satisfaction des députés à nouveau assistés par Paris.

N.B. : Ce numéro est le n° 118, le numéro d'été étant un numéro double 116/117. Photo de couverture : manifestation à Papete contre les essais nucléaires (d'après «Le Point» n° 1193)

Festival interceltique de Lorient. Où est l'expression populaire ?

Beaucoup de monde encore cette année à l'occasion du 25ème anniversaire du Festival Interceltique de Lorient. Record d'affluence battu, comme tous les ans selon la presse locale.

Parallèlement, on a pu remarquer un mécontentement grandissant de la part du public recherchant désespérément un son de connerie ou de bombe, au détour des rues, sur les places !

On pouvait chercher longtemps... Car, en effet, la musique dans la rue était interdite, et oui ! par arrêté municipal.

«Toute animation musicale ou (et) tout spectacle de rue hors ceux organisés par le comité du festival interceltique et dans le cadre du festival sont strictement interdits sur voies et espaces publics dans le périmètre délimité par les rues suivantes : rue Prof. Mahé, rue du Four des Forêts, rue Leo le Bourgo, place A. Brand, rue du Port, Court de la Bève, Quai des Indes, Pont Fran-

çois Le Corre, Quai de Rohan, Quai Jean Bart, rue Amiral Courbet, rue de la Belle Fontaine, rue Faidherbe, rue J. Le Goullier».

Et voilà pour l'expression populaire : circulez, y'a rien à voir ! Ah si, l'intervention musclée de 15 CRS et policiers embarquant deux jeunes qui viennent de s'installer pour faire des tresses indiennes, saisies d'instruments de musique, contrôlés d'identité par policiers en civil dans les rues, policiers se jetant sur des groupes de jeunes pour vérifier si leurs cigarettes ne sont pas plubû du butin d'été... Bref, le festival aura sans doute réussi à détruire le contact, la création spontanée (et gratuite !) qui faisaient les souvenirs.

Pourtant, sur la place Paul Bert ou An Daol Grenn tentent stand depuis 3 ans (venant à la rencontre des festivaliers et refusant le ghetto de l'espace Bisson «réservé» au mouvement culturel), les contacts ont été très nombreux et intéressants et à EMGANN on a senti

une progression manifeste de l'écho de nos idées auprès du public. Dans le magma des discours fous, positions timides, volte faces, alliances trahissant les idées, EMGANN apparaît comme le seul mouvement politique proposant réellement un avenir à la Bretagne dans le respect de son identité, sa culture, et ceci dans un esprit de tolérance vis à vis des autres peuples. Et c'est là que la question de l'indépendance vient au centre du débat. «Qu'est-ce que l'indépendance ? et si c'était l'autarcie ? et si on ne parle que breton, que va-t-il se passer ?». Notamment chez les jeunes, l'idée d'indépendance intercelte, et semble de plus en plus une solution envisageable. Ce n'est pas vraiment la notion d'indépendance qui pose question, c'est surtout la façon dont on peut la mettre en œuvre. Il faut donc expliciter notre vision des choses : indépendance politique, souveraineté dans les choix politiques, Bretagne moderne dans un monde moderne.

En tous cas à Lorient, les échanges sur la libération de la Bretagne, sur la place de notre pays en Europe et dans le monde, sur le fait de se sentir acteur dans la destinée de son peuple, ont été particulièrement riches cette année. Il faut qu'EMGANN intensifie sa communication, notamment au travers de tracts (ils sont lus !), d'affiches... et bien entendu le journal.

Un regret toutefois : l'absence de beaucoup d'acteurs tels que Skozzell Vreizh, le nouveau syndical A-UNAN.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire, rendez-vous en 96.

Manifestation contre les tirs nucléaires à Moruroa.

Entre protestation et confusion.

Les manifestations contre la reprise des essais nucléaires à Moruroa se multiplient en Bretagne. Modestes au vu des grands rassemblements organisés ailleurs de par le monde, elles n'en contribuent pas moins à mobiliser peu à peu les esprits, sinon les troupes. Ainsi dans le Finistère, ce ne sont pas moins que cinq manifestations qui ont eu lieu dans différentes villes à l'appel de plusieurs organisations, syndicats et partis politiques (EMGANN, parmi eux) à Kemper, Brest, Ar Gelneg, Kemperle, Montroulez. D'autres rassemblements ont eu lieu depuis à Saint-Brieg, Lannuon et diverses villes de Bretagne.

Si tous les appels à protester n'ont qu'un but : protester contre la reprise des essais, on ne peut une fois encore que s'étonner de la confusion régnant dans les rangs des manifestants et déceler

quelques arrière-pensées teintées de manipulation. Ne voit-on pas en effet défilier des militants anti-nucléaire de toujours, dénonçant sans relâche depuis Plogoff aussi bien le recours au nucléaire civil que militaire, à côté de pro-nucléaires déclarés (PCF, PS) trop heureux de sauter sur cette occasion de s'opposer à Jacques Chirac. Dans les Côtes d'Armor, le PS n'appelle-t-il pas ses militants à s'associer à toutes les manifestations «sur le mot d'ordre exclusif : non aux essais nucléaires», ce qui ne signifie pas «non au nucléaire». Quant aux inspirateurs du «Mouvement de la paix», largement soutenus par le PCF, ils sont bien plus enclins à condamner le nucléaire «capitaliste» qu'à dénoncer les énormes risques que fait courir le nucléaire civil et militaire dans les pays de l'Est et la Russie.

Cette campagne a au moins le mérite

d'ouvrir les yeux des militants bretons souvent bien disposés à oublier l'appartenance de certains élus à la droite chiraquienne. Il en va ainsi de Jean-Yves Cozan qui tout en étant ardent défenseur du breton, des écoles Diwan et des Bretons, mis en examen dans l'affaire de l'hébergement des Basques, n'en soutient pas moins Jacques Chirac à propos de la reprise des essais. Dans un communiqué paru dans Ouest-France (12.9.95), on peut lire que «Jean-Yves Cozan, membre de la Commission de la Défense à l'Assemblée Nationale, approuve tout à fait la politique stratégique et militaire menée par le gouvernement français. Il apporte son total soutien à tous ceux qui de près ou de loin participent à la forme de dissuasion nucléaire à l'«Ile Longue». Voilà qui a au moins le mérite de la franchise et devrait en faire réfléchir plus d'un. Un député français reste un député français.



Manifestation dans les rues de Saint-Brieg contre les essais nucléaires dans le Pacifique (Foto O.F.)

Défendons l'économie bretonne.

La politique nucléaire de la France risque de se retourner contre l'économie bretonne, déjà fragilisée par la crise, et qui n'a rien à voir avec les dévies de la politique militaire française.

Breizh Dieub invite les producteurs bretons à marquer leur originalité et leur différence en faisant figurer sur leurs emballages la mention «Made in Brittany / Graet e Breizh», qui permettra aux pays et aux consommateurs de faire la différence.

Breizh Dieub, 30, leuprél al Liscu, Bzh - 35000 Roazhon

13 novembre à Paris, procès de la solidarité basco-bretonne

Dans les mois qui viennent va avoir lieu à Paris le procès de plus de 80 personnes, dont une cinquantaine de Bretons, inculpés du délit d'hospitalité envers des réfugiés basques.

Ces personnes ont été pour la plupart arrêtées - certaines incarcérées - en 1992-93 et 94 lors de rafles qui ont suscité une très vive émotion.

A l'époque, la presse a largement diffusé les thèses policières selon lesquelles il s'agissait d'un réseau structuré de soutien logistique à l'organisation basque ETA. Les inculpés eux, ont très rarement été interviewés par les journaux «officiels».

C'est pour leur donner la parole et rétablir leur vérité avant leur procès que Skoazell Vreizh a réalisé un dossier le plus objectif possible sur les conditions particulièrement brutales des arrestations, les réactions qu'elles ont suscitées en Bretagne et ailleurs, les raisons pour lesquelles des

familles ont accueilli et hébergé les réfugiés basques, les raisons pour lesquelles ces réfugiés ont été contraints à l'exil, les volte-face des autorités françaises quant au statut de ces réfugiés et enfin les raisons qui ont poussé le gouvernement français à criminaliser les familles d'accueil à partir de 1991.

Ce dossier est diffusé le plus largement possible auprès de la presse, ainsi que des organisations politiques, syndicales, humanitaires.

Si vous souhaitez le recevoir, vous pouvez vous le procurer auprès de Skoazell Vreizh, Feunteun Wenn, 3 rue Aristide Briand, 44350 Guérande (Bzh). Téléphone : 40.42.92.94. - Fax : 40.24.81.38.

Joindre 25 F minimum pour participation aux frais de réalisation et envoi.

Le Président, Per Loquet



Manifestation de soutien aux inculpés à Kemper en 1992 (Photo Louis Blanche)

Libre opinion.

Basques-Bretons procès en vue.

Ainsi 45 Bretons vont être cités à comparaître en procès à Paris.

La question de leur défense ne va pas tarder à se poser.

Une défense unitaire est-elle possible ? Ou ne risque-t-on pas de voir des divisions ou dissidences ?

La seule défense valable ne serait-elle donc pas de rester chez soi étant donné qu'il n'y a personne en prison ?

Un seul avocat en invoquerait les motivations en ouverture et on laisserait la justice française statuer.

C'est une affaire entre Basques et Bretons. Il n'y a aucun «coupable». Et de toutes façons, la sentence sera politique, et la même pour tous, décrétée en conseil (restreint) des Ministres.

Je ne vois donc aucune raison d'aller dépenser des millions à Paris pour se faire injurier et tenter de se «disculper» d'un délit que l'on n'a pas commis.

Fanch ar Bihan

Les arrestations.

Starsky et Hutch, version PJ

Début 1992 : la police surveille un certain nombre de familles en Bretagne, qu'elle soupçonne d'héberger des Basques d'ETA. Le 20 avril 1992, Sabino Euba Cenarranzabaitia, 55 ans, présenté comme «résistant d'ETA», est arrêté à Roissy alors qu'il partait pour le Mexique. Il aurait séjourné en Bretagne, où les policiers de l'anti-terrorisme l'ont repéré.

Cette arrestation déclenche une série de rafles en mai 1992 dans le Finistère, le Morbihan, les Côtes d'Armor, la Loire-Atlantique, Paris, Bordeaux. 45 interpellations en Bretagne sont suivies de 33 mises en examen, et de 16 incarcérations. Les détenus resteront en prison pour des durées variant de quelques jours à trois mois.

Au cours de ces rafles de mai 1992, deux Basques seulement seront «découverts», à Brest. Aucune arme, aucun explosif ne sera trouvé, malgré des perquisitions très poussées.

Au fil de l'instruction, d'autres interpellations - parfois suivies d'incarcération - ont lieu de 1992 à 1995. Au

Skoazell Vreizh. Le secours breton

L'association Skoazell Vreizh a été créée en 1969 par des personnalités bretonnes connues, parmi lesquelles Xavier Grall, poète et journaliste ; le docteur G. Le Souezec, entre autres, du célèbre Guide de la Bretagne Mystérieuse ; Maître Yann Choucq, avocat. Elle est aujourd'hui présidée et animée par Per Loquet, à Guérande.

Skoazell Vreizh s'est fixé quatre objectifs essentiels :

- soutenir moralement et financièrement les familles des détenus politiques bretons,
- soutenir moralement et financièrement les détenus incarcérés,
- régler les frais d'avocats dans les procès intentés aux militants politiques et culturels,
- alerter l'opinion publique sur les problèmes de la répression politique et culturelle de l'Etat français en Bretagne.

Depuis plus d'un quart de siècle, Skoazell Vreizh a ainsi défendu et soutenu les militants du FLB et de l'ARB, des insoumis, les militants de Stourm Breizh réclamant que les noms de lieux soient écrits en breton, des Bretons poursuivis pour avoir rédigé, pour la SNCF, leurs chèques en langue bretonne, les militants victimes d'interpellations arbitraires, les associations victimes de perquisitions illégales...

Aujourd'hui, Skoazell Vreizh soutient 45 Bretons inculpés du délit d'hospitalité. Les poursuites de la justice française à l'encontre de ces personnes ont déjà coûté près de 300 000 F à l'association (frais d'avocats, soutien aux personnes incarcérées...). et le procès de l'automne prochain devrait en coûter autant.

total, ce sont 120 personnes qui seront interpellées rien qu'en Bretagne.

Qui sont-elles ? Des gens qui n'avaient, jusque-là, jamais attiré l'attention sur eux : enseignants, agriculteurs, artisans, mères au foyer, fonctionnaires... Certains ont un engagement militant au sein des écoles Dwan en langue bretonne, d'autres dans l'agriculture biologique, l'écologie, des mouvements associatifs, syndicaux, humanitaires, politiques... Presque tous ont charge de famille.

Point commun à ces interpellations : la grande violence de la police, une brutale disproportionnée vis-à-vis de la personnalité des interpellés. Inruption en force à six heures du matin, personnes attachées nues au radiateur, parents menacés d'une arme devant leurs enfants, insultes, menaces, chantage aux enfants, mise à sac des meubles, bris de portes... Des personnes âgées sont interpellées avec la même brutalité. Des enfants de cinq ou six ans sont «mises» à reconnaître des gens qu'ils connaissent sur des photos. Des adolescentes sont interpellées hors de la présence d'adultes. Interdiction à tous de parler breton.

«Douze policiers ont fait irruption chez nous, armes au poing, à six heures du matin, en présence de nos trois enfants, comme si nous étions de dangereux terroristes...» Témoignage d'Alain Huraut, Le Télégramme, 22.06.92

Le breton au lycée de Lanester : parents et élèves chez Bayrou ?

A Lanester et à Lorient, la mobilisation pour arracher l'ouverture à la rentrée de septembre prochain d'une classe de seconde bilingue breton-français au lycée de Lanester, ne faiblit pas, bien au contraire.

Elèves, parents et sympathisants occupent en effet le terrain au Festival interculturel de Lorient : une manifestation a rassemblé une cinquantaine de personnes au cours du traditionnel trompomp des sonneurs.

Bardés de tracts et de feuilles de pétitions, les militants sillonnent les rues de la ville et les spectacles, avec le soutien des responsables du Festival qui leur ont notamment permis de s'exprimer lors de la conférence (officielle) de presse quotidienne.

La pétition, qui avait rassemblé 1 200 signatures avant le début des fêtes, en a récolté depuis, plus de 2 000 autres, parmi lesquelles celles de nombreux artistes, chanteurs, tels que les deux «poids lourds» que sont Gilles Servat et Alan Stivell, ainsi que de nombreux étrangers (Etats-Unis, Pays de Galles, Espagne...)

N'ayant toujours pas reçu de réponse positive de Monsieur Bayrou, Béarnais de Langue occitane et Ministre de l'Education



Les jeunes Bretons n'ont pas droit au breton à l'école (Photo Louis Blanche)

Nationale française, les partisans de l'ouverture de la seconde bilingue à Lanester ont fait connaître leur intention de se rendre pour une entrevue directe, dans le hief électoral de Monsieur Bayrou, les Pyrénées-Atlantiques. Menace qu'ils ont d'ailleurs mise en exécution.

Des sous pour le breton, pas pour les bombes !

Défilant la pression internationale, le Gouvernement français a procédé à une explosion nucléaire en Polynésie. Stourm ar Brezhoneg («le Combat de la langue bretonne»), le mouvement luttant pour le droit du peuple breton à sa langue et à sa culture, souhaite mettre en avant les points suivants :

- l'Etat Français tente d'imposer son pouvoir impérialiste en Polynésie, comme il le fait en Bretagne, et pour cela, il est prêt à détruire toute culture autre que la culture française, toute force politique autre que la sienne ;

- dans l'intérêt de sa grandeur, la France est prête à dépenser des sommes colossales, mais nous ici, en Bretagne, nous devons nous battre pour obtenir le moindre crédit afin d'assurer l'enseignement de notre langue* et notre langue et notre culture n'ont aucun accès aux média

Pénurie d'instituteurs bilingues breton-français... De qui se moque le recteur d'académie ?

«Nous n'arrivons pas à trouver assez de maîtres qualifiés pour satisfaire la demande», déclarait le Recteur d'Académie devant la presse, le 4 septembre dernier.

L'Union des Enseignants de Breton tient à réagir à ces propos qui laissent entendre que la bonne volonté de l'Education Nationale se heurterait à une situation dont elle ne serait en rien responsable.

Puisque le Recteur reconnaît implicitement que la demande parentale ne cesse d'augmenter, on est en droit de s'interroger sur ce que l'Education Nationale a fait, depuis 13 ans que les classes bilingues existent, pour ne pas être, aujourd'hui, en mesure d'assurer un enseignement qu'elle affecte de reconnaître.

Si le Rectorat manque d'enseignants bretonnants, comment expliquer qu'il vient de retirer de cet enseignement dans les collèges et lycées, des professeurs diplômés et expérimentés pour nommer de jeunes certifiés de breton dotés d'un grand besoin ailleurs ?

L'Union des Enseignants de Breton dénonce vivement l'étalage de bonne conscience rectorale et exige le recrutement de suppléants éventuels, avec accès à la 2ème année d'IUFM à la rentrée 1996, pour pouvoir dès à présent la dizaine de postes bilingues vacants ou dont l'ouverture reste en suspens à cette rentrée.

modernes, nous n'avons non plus aucun droit politique en temps que nation.

La politique française en Polynésie comme en Bretagne, c'est-à-dire détruire les nations, les peuples et les cultures, constitue un GENOCIDE. Condamnant cette politique, Stourm ar Brezhoneg apporte son soutien à tous ceux qui combattent les essais nucléaires français, et

tout spécialement au peuple de Tahiti et de Polynésie.

* Voir en particulier la lutte exemplaire menée par les lycéens et les parents d'élèves de Lanester (Mor-Bihan).

Hervé KERRAIN, Président de Stourm ar Brezhoneg

Emgann/Combat breton n° 118 5

«Mouvement breton, une nécessaire clarification».

J'ai pris connaissance de l'article dans Combat breton, et pendant l'entracte d'un concert classique, à Perros-Guirec, j'espère avoir une attitude aussi éconômisée dans les réflexions qui suivront. Pour l'UDB, dont le partage des destinées depuis plus de 30 ans, on ne peut parler de débâchage par des leaders des partis français de gauche. Il y a négociation, rapport de forces, accords sur un programme de compromis et sur un quota d'éligibles. Dans certains cas, il y a échec et l'UDB n'y va pas (St-Brieuc) ou y va autrement (St-Malo). Dans les villes, les listes susceptibles de l'emporter sont toujours des listes de coalition car aucune formation n'approche la majorité absolue à elle seule. Il est toujours possible au mouvement breton de se présenter seul. La loi électorale fait qu'il aura un nombre de sièges réduits (1 siège pour 7% des voix ou 4 sièges sur 33 dans une ville de 20 000 habitants avec 30% des voix) et se trouvera automatiquement dans la minorité, dépourvu de pouvoirs de gestion. Être dans l'opposition s'impose parfois - cf l'UDB à Lorient entre 1989 et 95 - mais c'est d'une faible efficacité. La loi électorale, depuis 1983, impose les coalitions avant l'élection puis ensuite la liste arrivée en tête au second tour aura la majorité absolue des sièges. On peut aussi négocier entre les deux tours sur la base du résultat du premier tour (Dumortier), mais en cas d'élection au premier tour, on se trouve exclu du jeu, et au second tour, la liste partenaire peut refuser la fusion. Alors, on a le choix entre la présence avec les «partis français» (perçus comme d'ici par les Bretons eux-mêmes) et la non présence, ou la présence symbolique. Pour l'UDB, s'il y a une possibilité d'agir et d'être reconnu en tant que partenaire avec un programme concret pour les Bretons, y compris sur le plan des revendications bretonnes, le jeu en vaut la chandelle. Mais ce n'est pas facile, les pièges sont nombreux, y compris celui de se faire utiliser et récupérer, donc d'affaiblir la revendication bretonne, ce qui arrive plus facilement pour les individus. Au prix d'un gros et long investissement personnel, on peut aussi faire la preuve que les militants bretons sont sérieux, compétents et efficaces, aptes aux fonctions électives. Si cette démonstration est faite, on n'a pas perdu son temps. A Lannion, après 16 ans de présence UDB au conseil municipal, on peut mesurer l'état de l'enseignement bilingue, de Dwan, du bilinguisme, des relations inter-culturelles, de la vie culturelle - on y est bien au-dessus de la moyenne bretonne, comme à Carnac, à Brest, à Lorient et ailleurs. Conscients de la vocation nationale du peuple breton - l'article 1 de la charte de l'UDB), nous sommes irrécupérables et gardons totale liberté de paro-

le. Mais sans dynamisme et implantation des associations bretonnes locales, les élus ne peuvent pas peser beaucoup.

La perte d'influence des partis bretons n'est pas évidente : les adhérents ont reflui mais ceux des autres partis de gauche également ce qui fait que les négociations ne sont pas forcément plus difficiles qu'autrefois, à condition d'être inséré dans la vie associative. Dans de nombreux cas, les militants bretons de gauche sont recherchés et appréciés : en ce sens, il n'est pas négatif d'être perçus comme des militants respectables et c'est le résultat d'une longue période de sérieux dont il ne faut pas avoir honte.

La volonté d'autonomie politique des militants bretons se traduit par le rapport de force qu'ils créent localement en se réunissant autour d'une structure de parti. Je ne connais pas chez nous les cas d'allégeance personnelle sans contrat ni accord dont parle Y.P. Même avec une union des mouvements bretons, on n'arrive pas à une situation majoritaire qui permette d'administrer l'une des 1 500 communes bretonnes. Par contre, en s'alliant localement avec des partenaires avec qui l'on partage des manières de voir communes, il est possible de participer au pouvoir local et d'y apporter les convictions et propositions, que nous avons fortes et abondantes. C'est là que nous pouvons «montrer fièrement, lucidement, notre volonté de bâtir pour notre peuple une autre Bretagne, solidaire, généreuse, capable de décider de ses choix, qui saura s'affirmer dans l'Europe, indépendamment de l'unique volonté française, de cet état qui se prépare à signer notre acte de décès».

Oui, il faut rénover, ce qui peut se faire au milieu des autres, c'est-à-dire de notre peuple et non pas en marge, en tenant compte de nos acquis et de nos expériences.

Jean-Jacques MONNIER

Réponse à J.J. MONNIER

Mon article, comme tu l'auras compris, n'était pas particulièrement destiné à critiquer les militants de l'UDB qui vont aux élections.

A quelques exceptions près (Guingamp, 95) les choses sont claires pour le parti et l'opinion : au moment de l'alliance, les appartenances sont définies et ressortent publiquement.

Très vite cependant, cette spécificité disparaît aussi bien dans les prises de position que dans les médias en général.

On est membre d'un conseil de gauche et c'est à peu près tout. Je pense que cela est dommageable pour vous.

Mais ce qui l'est encore plus c'est... l'amalgame que les autres «militants bretons» reconstruisent comme tels, sans étiquette précise, qui rejoignent d'autres listes sans autre promesse que d'être élu et sans le moindre «contrat».

S'il est indéniable qu'il faille de bons conseillers et de bons maires, je persiste à croire que l'idée nationale bretonne serait préservée et irait de l'avant, comme ailleurs, si tous ceux qui se revendiquent du «mouvement breton» trouvaient le signe particulier qui les différencierait, à longueur d'année, des partis français.

Il n'y a qu'une manière d'être différent des autres, c'est de le dire et de faire voir, de vivre publiquement et politiquement cette différence.

En cela l'UDB n'est quand même pas le plus mauvais.

Tout cela étant dit, je reconnais bien humblement que ma réflexion ne fait qu'aborder une série de problèmes dans un domaine sensible et en même temps crucial pour notre survie en temps que peuple espérant encore se faire reconnaître dans le concert des nations souveraines.

Y.P.

Douarnenez : Sauver le Port Rhu.

Un audit (en de plus) demandé par la nouvelle municipalité de droite a été publié récemment. La presse en a fait état de bon curieuse manière ne parlant que du passé. 42 millions de francs. Bon c'est pas mal... Mais où sont les actifs, on n'en parle pas. Pourquoi ?

Je pense que les gens de bonne foi auront aussi relevé qu'il y a de beaux actifs :

- Un port à la place d'une vasire-décharge ;
- des installations et des aménagements enrivés de tous les spécialistes ;
- 200 bateaux témoins de l'histoire maritime des Bretons (et d'autres peuples, etc) ;
- et 50 salariés dynamiques et formés, tous compétents dans leur domaine. Ils vont être licenciés, victimes d'un règlement de compte politique du Conseil Général du Finistère, du Conseil Régional via Guéloec.

Un fonctionnaire de la marine, retraité de 66 ans a pris les commandes de la ville. La droite finistérienne est satisfaite. Le communiste Mazéas, ami du projet est enfin éliminé.

La vérité est qu'il manquait 50 000 visiteurs de plus par an. Sur les deux premières années c'est peu. De même que 6 millions de déficit, c'est aussi peu de chose. Moxey à Paris «acceptait» de perdre 4 milliards de francs par an sur les 3 premières années !!!

Un tel audit, ses aménagements, sa collection de bateaux unique au monde, ne peut être abandonné ou bradé aux spéculateurs. Les 50 salariés doivent retrouver leur travail une fois la crise passée et les solutions trouvées (subvention des musées de France comme pour tous les musées, aide du Conseil Général à égalité avec ses châteaux départementaux, Trévoeur, Kernault, Kerjean, Daoulas, en gros 1 milliard par an chacun).

La culture n'avait pourtant pas de «couleur politique» en Finistère, nous répétait-on. Encore une belle envolée qui fait «Plouff» à Douarnenez.

Y. MENEZ

Roseanna Cunningham (SNP) en Bretagne.



Roseanna Cunningham, député SNP, au Festival de Cinéma de Douarnenez (Photo : Lena Louarn)

«Nous voulons une Ecosse indépendante en Europe», nous a déclaré Roseanna Cunningham, nouveau député du Scottish National Party.

Nous l'avons rencontrée à Douarnenez où elle était invitée par le Festival de Cinéma consacré cette année à l'Ecosse.

R.C. : J'ai été élue dans une élection partielle en mai dans la circonscription de Perth. Le siège était détenu jusqu'ici par un conservateur. Une région plutôt prospère composée d'une grande agglomération et de petits villages dans la campagne environnante. La majorité de la population vit en ville et le reste à la campagne de l'agriculture. Une partie travaille à Glasgow qui n'est pas très éloignée de Perth.

C'est un résultat intéressant car on me situe à l'extrême-gauche, même dans mon parti, le SNP, qui se situe déjà à gauche. Je suis en plus très anti-monarchiste. D'où la curiosité sur la façon dont j'allais travailler dans une circonscription traditionnellement conservatrice. Mais les gens de Perth ne sont pas gênés par mes positions socialistes et mon anti-monarchisme. Ce sont des gens de bon sens.

C.B. : Siégez-vous à la Chambre des Communes à Westminster ?

R.C. : Oui, je suis allée à Westminster pendant la session parlementaire écoulée qui a duré six à sept semaines. C'était intéressant mais je n'aime pas beaucoup Londres.

C.B. : Pouvez-vous rappeler l'évolution de votre parti, le SNP, depuis les premières années ?

R.C. : Le SNP a été créé en 1933 par la fusion

de deux partis : le National Party et le Scottish Party. Au début, le SNP ne se situait ni à droite ni à gauche, mais comme parti national écossais. Il n'eut aucun succès jusqu'aux années 60. Nous n'avions alors que de très petits scores électoraux entre 1% et 2% en Ecosse. Puis le parti a commencé à grandir avec des militants qui s'engageaient très fortement sans jamais perdre espoir. C'est ainsi que nous avons commencé à gagner des élections. Actuellement, nous avons dans les sondages un soutien proportionnel de 25% de la population. La représentation proportionnelle n'existe pas en Ecosse. C'est ainsi qu'avec 25% des voix, nous n'avons que 4 sièges de députés sur les 72 circonscriptions.

C.B. : 4 députés et combien de conseillers locaux ?

R.C. : Oh, des centaines de conseillers. Nous venons d'avoir de très bons résultats dans les élections locales en avril dernier. Nous avons conquis la majorité du conseil de district de Perth, un mois avant mon élection comme députée. C'est pourquoi nous savons que nous allons gagner. Nous avons toujours eu de bons résultats dans cette circonscription. J'avais déjà été candidate en 1992. Cette année-là, les conservateurs n'avaient gagné que de 2 500 voix. Nous avons grignolé peu à peu cette majorité.

C.B. : Qu'est-ce qui fait la différence entre vous, le SNP, et le Labour Party (Travailleurs), dans la mesure où ils reconnaissent aussi que l'Ecosse existe en tant que nation ?

R.C. : Je crois en effet, qu'il est parfois difficile de comprendre ce qui se passe en Ecosse. J'ai déjà dit qu'au départ, le SNP avait essayé de dépasser le clivage droite-gauche mais, aujourd'hui, mon parti se situe essentiellement à gauche. Cela s'explique par le fait que les Ecossais se sentent plus à gauche que les Anglais, et nous, nous sommes le reflet de l'opinion écossaise.

Mais, actuellement, le Labour Party a évolué vers la droite. Nous, en Ecosse, nous sommes plus à gauche que les Travailleurs. Nous n'avons pas changé mais eux si. Le parti Travailleur se trouve en position difficile en Ecosse, car ses positions dépendent en définitive du parti Travailleur britannique. Mais je crois qu'en Ecosse, beaucoup de membres du Labour Party sont à gauche, et beaucoup sont également nationalistes.

En Ecosse, le soutien à la thèse de l'indépendance dépasse largement le vote en faveur du SNP. On constate l'émergence d'un consensus sur le besoin d'une réforme constitutionnelle.

C.B. : Qu'en est-il du Parlement de Bruxelles où les représentants du SNP siègent dans le même groupe que la droite française ?

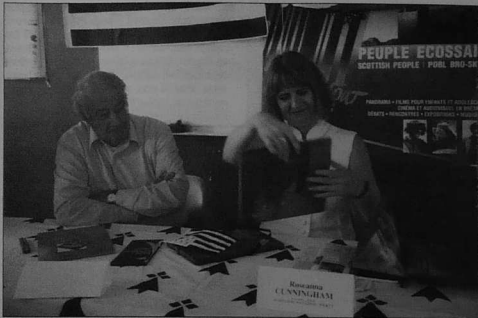
R.C. : Ce n'est plus le cas actuellement, et cela depuis plusieurs années. La situation est en effet différente, selon que l'on a un seul député au Parlement Européen, ce qui fut le cas jusqu'à l'année dernière. Je crois que cela avait été difficile pour la seule représentante du SNP à Bruxelles, à l'époque, de savoir dans quel groupe parlementaire siéger. Il y a quelques années, le SNP avait pris la décision selon laquelle Madame Ewing ne pouvait plus appartenir au groupe où elle siégeait. Le groupe où siége le SNP actuellement, réunit des représentants de petites nations qui militent également pour l'autonomie ou l'indépendance. Actuellement, nous avons deux députés SNP à Bruxelles (sur les huit représentants de l'Ecosse) et nous sommes beaucoup plus intéressés que les Anglais par les contacts avec le continent. Les Anglais sont très anti-européens alors que l'opinion est beaucoup plus favorable à la Communauté Européenne en Ecosse.

C.B. : Pour vous, l'indépendance est-elle une nécessité ou un droit ?

R.C. : Les deux. Pour l'Ecosse comme pour les autres nations, l'autodétermination est un droit. Certaines nations peuvent choisir de ne pas en user, mais elles doivent en avoir le droit si elles le désirent. C'est d'ailleurs intéressant de voir que ce droit est reconnu même par les Conservateurs en Ecosse. Ils l'acceptent de dire que si tel est le souhait de l'Ecosse, elle doit avoir ce droit mais, évidemment, ils ne nous posent pas la question ! Mais pour l'Ecosse, c'est également un besoin car nos aspirations politiques ne sont pas relayées au niveau gouvernemental. Depuis 1969, l'Ecosse n'a jamais voté pour le Parti Conservateur.

C.B. : Qu'est-ce que l'indépendance changerait à la situation d'un chômeur de Glasgow ?

R.C. : Selon mon parti, si nous réussissons à mettre en œuvre le programme économique dont l'Ecosse a besoin, c'est du jour au lendemain que la situation changerait. En cinq ans, il y aurait plus d'emplois et de meilleures conditions de travail pour les chômeurs de Glasgow et d'ailleurs. Mais, actuellement, les Conservateurs ne veulent pas appliquer les mesures nécessaires en Ecosse, car elles vont à l'encontre de l'idéologie conservatrice. Tous les gouvernements conservateurs ont cherché à favoriser le sud de l'Angleterre ou vit la majorité de la population, et non pas l'Ecosse.



Per Denez accueillant R. Cunningham au nom du Conseil Culturel de Bretagne (Photo Lena Louarn)

C.B. : Vous voulez l'indépendance en préci- siant en Europe.

R.C. : Oui, car nous acceptons la réalité actuelle. Nous estimons que l'Europe est une idée juste. L'idée de la coopération entre pays. Je ne dis pas que le système actuel en Europe est parfait. Il a besoin de changement. Au SNP, nous pensons que nous devons être partie prenante de ce change- ment, tout en précisant que la décision ultime appartient au peuple écossais. Si les Ecossais, souverains, décident de quitter l'Europe, ce sera leur décision. Mais nous ne pensons pas qu'ils le feront.

C.B. : Quelle est la place du gaélique dans votre combat ?

R.C. : Le SNP est d'abord un parti socio-éco- nomique. Nous sommes un mouvement très poli- tique. La culture a été très politisée en Ecosse, et nous ne voyons pas de séparation entre la culture et la politique. Si je peux me permettre, je crois voir en Bretagne une séparation entre la politique et le culturel. En Ecosse, nous avons trois langues : le gaélique, l'anglais et le scot qui est une forme d'an- glais. Mais, je sais qu'il y a beaucoup de controver- se à ce sujet ! Actuellement, ni le gaélique ni le scot n'ont le soutien qu'ils auraient si nous avions une Ecosse indépendante.

Mais pour nous, la culture dépend de la situa- tion socio-économique. Le nationalisme du SNP n'a pas de justification ethnique. C'est un problème

d'identité civique. Nous disons que, quoique vit, travaille et s'engage pour l'Ecosse est Ecossais. Nous ne voulons pas recourir à de quelconques tests raciaux. C'est ce qui différencie notre nationa- lisme de celui de bien d'autres en Europe. Nous parlons de peuple écossais, et certains Ecossais peuvent venir du Pakistan, Irlande, Italie... Pour nous, ils sont également Ecossais. Beaucoup de ceux qui ont travaillé pour mon élection sont anglais. Mais ils vivent en Ecosse, ils se sont enga- gés pour elle et ils croient en l'Ecosse. Et cela fait d'eux des Ecossais.

C.B. : En Ecosse, vos opinions écologistes sont bien connues. Quelle place tient l'environ- nement dans vos propositions ?

R.C. : En Ecosse, ce pose actuellement le pro- blème de la réduction des plates-formes pétrolières et la population se sent très concernée par la ques- tion de l'environnement, en particulier quand il s'agit de la mer. En Ecosse, nous sommes toujours à moins de cent kilomètres de la mer. Nous nous inté- ressons également beaucoup à la campagne, même parmi la population des villes.

C.B. : Avez-vous des relations avec d'autres partis nationalistes en Europe ?

R.C. : Au sein du groupe parlementaire euro- péen, nous entretenons des relations avec des petits partis, mais nous avons des relations très étroites avec les Gallois de Plaid Cymru. A West- minster, nous travaillons dans le même groupe. Ils ont quatre députés et nous aussi. En Bretagne, nous avons des relations avec l'UDB. Nous avons des difficultés avec les partis irlandais pour des rai- sons liées à des divergences d'origine religieuse.

Echos du Festival de Douarnenez.

Samedi 26, conférence débat sur l'avenir de l'Ecosse avec Roseanna Cunningham députée du parti nationaliste écossais et un député du Labour Party.

Tous deux sont d'accord pour dire que l'Ecosse va vers un statut d'indépendance. Ce n'est plus qu'une question d'années et une question de forme pour asseoir définitivement la souveraineté à tous les niveaux.

Le labour écossais, apparemment différent du britannique, souhaite passer d'abord par un parlement écossais avec dévolution importante des pouvoirs, mais pas tous les pouvoirs tout de suite.

Roseanna, avec un sourire angélique, rétorque que, comme la souveraineté totale est à portée de main, pourquoi négotier sur des solutions intermédiaires ?

Et de clamer, toujours avec le sourire : « Il n'y a pas de solution britannique au problème national écossais ». Il y a la souveraineté et c'est tout.

Question : Y a-t-il une solution française au problème national breton ?

Réponse : Non. Il y a une solution bretonne à Trouvez.

Le livre pour enfants au Pays de Galles, un marché en expansion.

Au Pays de Galles, l'édition de livres pour enfants en gallois a connu ces dernières années un essor impor- tant. Durant l'année 1993, 618 titres au total ont été publiés en gallois, parmi lesquels 369 (67%) étaient des ouvrages pour enfants ou adolescents, ce qui représente un accroissement de 32 titres (28,6%) par rapport à l'année précédente. Si l'on se réfère aux années passées, la tendance est à la hausse constante du nombre des publications en gallois et également à l'accroissement du pourcentage d'ouvrages pour enfants.

Pendant cette période, le pourcentage de livres pour enfants est passé de 27% en 1972 à 67% à l'heure actuelle. Ceci reflète un accroissement de la demande en livres pour enfants et adolescents en général, et plus particulièrement dans le domaine de l'éducation, deman- de stimulée tout particulièrement par l'introduction de la langue galloise dans les nouveaux programmes scolaris nationaux dans les quatre dernières années. Il est également permis d'affirmer que le gallois continue à gagner en popularité, et que de ce fait, nous sommes en présence d'un marché en expansion. L'enseignement en langue galloise continue à monter en puissance, en particulier dans les régions les plus anglicisées du Pays de Galles.

La mise en place des nouveaux programmes d'éducation a permis l'introduction du gallois comme lan- gage principal de la majorité des écoles du Pays de Galles - certaines écoles ayant bénéficié d'une exemption temporaire. Tout ceci a eu pour effet de stimuler les besoins en

manuels scolaires et en matériel de lecture, tout en créant une demande nouvelle en livres gallois pour les apprenants de la langue.

Il n'est donc pas surprenant, le nombre global de livres pour enfants approchant les 400 par an, que nous disposions à présent de la palette complète des ouvrages, qui vont des petits livres épiques pour les très jeunes enfants à un dictionnaire pour les jeunes, qui vient de sortir. Il s'agit de Geiradur Gomer i'r Ifanc, de D. Gorant Lewis, un volume de 748 pages comportant 22 000 entrées, abondamment illustré et possédant 32 pages entièrement en couleur.

L'édition en gallois n'a pas laissé passer l'événement que représentait la dernière coupe du monde de football pour la première fois, un ouvrage en gallois a été publié sur ce thème par Gwasg Carreg Gwalch, «Owain y Byd '94», qui s'est vendu à 1 600 exemplaires au Welsh Books Council Schools Book Club, ainsi qu'à 700 exemplaires sur le marché normal, pour un tirage total de 2 600.

Une étude des publications portant sur l'année 1984 a révélé qu'approximativement un tiers des titres pour enfants étaient des traductions, pratiquement toutes de l'anglais, tandis que le tirage moyen pour un échantillon de 54 ouvrages pour les livres pour adultes. A l'heure actuelle, le pourcentage de livres traduits devrait avoir des deux tiers, tandis que, vu le nombre plus important de titres publiés, le tirage tendrait à connaître une légère baisse dans le domaine des livres pour enfants.

De nombreux organismes et institutions soutiennent vigoureusement l'industrie de l'édition enfantine, égale- ment dynamisée par un groupe important d'éditeurs mili- tants et motivés. La plupart des ouvrages scolaires sont publiés par les maisons d'éditions suivantes : Canolfan Adhodau Adysg à Aberystwyth, Genedlaethol Adysg Gŷyddol, toutes deux basées à Bangor, Uned Ieith Genedlaethol à Cardiff, Cynnyg Ysgolion Sui Cymru (Conseil de l'Ecole du Dmarc'h pour le Pays de Galles) et le département éducation de BBC Wales. Les ouvrages généraux sont aidés par le Welsh Books Council d'Aberystwyth, avec son comité pour les livres d'enfants et son "Schooldays School Book Club" pour les enfants de 6 à 12 ans (environ 10 000 membres), tandis que les ouvrages à caractère plus littéraire sont subventionnés par le Welsh Arts Council à Cardiff.

Les principaux éditeurs d'ouvrages d'intérêt général pour enfants en gallois sont : Gomer Press (Llandyfaellan), qui ont également une collection spéciale (Pont) de livres en anglais traitant du Pays de Galles et ciblés vers le public jeune ; Lofia (Tal-y-bont près d'Aberystwyth) ; Gwasg Carreg Gwalch (Llanwrtydion, Gwynedd) ; Hughes à Fab et Dref Wen (tous deux basés à Cardiff), Cyhoeddadau'r Gair (éditeurs d'ouvrages religieux basés à Bangor) ; Gwasg Gwynedd (Caernarfon) et Cymdeithas Llyfrau Garedigion (Aberystwyth). Certains éditeurs anglais, tels Child's Play (International Ltd) publient égale- ment de nombreux ouvrages en langue galloise.

Devi MORRIS JONES
Conseil du Livre Gallois

Extrait du n°4 de «Livres pour Enfants» (55 impasse de l'Odé, 29000 Kemper, tél. 38.52.22.82, fax. 38.64.72.16). A signaler la parution fin 1994 du livre pour enfants «Dwi le Drocour», en neuf langues dont le breton, le basque et le Tamsaghi (langue Toung).

Nationalistes corses : l'éclatement du Front

La complexité de la situation politique corse, ses particularités (ceci ne devant pas être pris dans un sens péjoratif) ne nous autorise pas à porter de jugements tranchés sur les évolutions dramatiques actuelles au sein du mouvement nationaliste. Il faut aussi prendre en compte toute la part du non-dit, agissant en particulier du volet clandestin de la lutte, en d'autres termes des questions inhérentes au FLNC. Rester sur un constat brut n'est cependant pas une attitude politiquement très judicieuse et il faut donc essayer de comprendre les res- sorts d'une dérive qui, à bien des égards, apparaît suicidaire.

Crise due à la structure même du FLNC ?

Une des hypothèses de cette terrible aggravation de la crise interne du nationalisme corse pourrait être que la structure même du FLNC portait en elle les germes des affrontements futurs. C'était, et c'est peut-être encore toujours, une organisation constituée en front, c'est-à-dire regroupant des personnes de sensibili- tés, d'opinions, d'idéologies, de conceptions politiques et sociales et, par voie de conséquence, d'objectifs très dif- férents. Un contact politique comme celui des décen- naires 1970 et 1980), à savoir une confrontation très dure avec le pouvoir jacobin français, favorisant certes le complément de toutes ces diversités mais les évolu- tions, habilement concédées et exploitées par le même Etat français, amèneraient inévitablement des dissensi- ons voire des ruptures. Sans doute cela s'est-il produit, en particulier au moment où le ministre de l'intérieur, Pierre Joxe, a présenté son projet de loi portant sur le statut particulier de la Corse.

Le politique n'explique pas tout.

Mais les divergences politiques, aussi profondes soient-elles, ne sauraient expliquer à elles seules une telle exacerbation du débat. Nos amis corses nous par- donneront de nous risquer à ces suppositions mais si l'on se réfère aux écrits de la presse nationaliste et aux dernières communications des divers organisations armées au réclameur du FLNC (sans l'aspect et sans le caractère habituel), on perçoit bien que des questions bien moins nobles que la lutte pour l'émancipation d'un peuple sont intervenues dans la confrontation entre nationalistes. Des rivalités de pouvoir certes, mais aussi, hélas, des intérêts financiers à caractère mafieux, du banditisme pur et simple.

Ceci, pour nous, est une mise en garde.

Cette analyse, sans doute très fragmentaire et quelque peu schématique, n'aura sans doute pas éclairé le lecteur d'Exaktas sur le pourquoi et le comment de l'implosion du mouvement nationaliste corse organisé (car il ne faut pas oublier que bien des nationalistes, à fortiori autonomistes, restent en dehors des structures poli- tiques, syndicales ou associatives) mais elle aura peut-être le modeste mérite de susciter la réflexion sur les gardes-fou à mettre sur la question des désaccords poli- tiques. Si l'il était pas bon d'écarter et de clarifier en modifiant la lutte nationaliste corse au moment de son ascension, il faudrait, par contre, que ses sanglants déchirements aient au moins valeur d'exemple à éviter à toutes les époques.

Exaktas, hebdomadaire politique basque, 25 Cor- deliers Karrika - 64100 Baiona.

Festival Filmoù Douarnenez 1995. Puilh an dielloù, berr an ijin !

Gant Devethz Filmoù Breizh a vez azget e-kerz Festival Douarnenez e vez kinniget prizioù da filmourien ar vro. Gant Roland Savign, azoter ar film «Bezañ 20 vloaz e Ravensbrück» eo aet hevinne priz meur Douarnenez. Ur film resis ha fomis o kontañ istor Marie Jo Chambard de Lauze a oa bet toull- bac'het eno e-kerz ar brezel-bed diwezhañ.

Mado ar Gall, hi, he deus gounezet Priz SUP ar festival evit un enklask e-touez skeudennoù kozh ar filmour brudet Jean Epstein. Anv he film : «Jean Epstein, termaj!».

«Bagad», ar film bet graet gant Christian Rouaud da gonitañ pennoe a vez labourer e Lokal-Mendon da genstival e championad ar bagadoù, en deus bet Priz Armen. Gant ar geladenn-mañ ez sus bet roet ur priz arbennig da film Jean Charles Huttoré «Kleuzioù» produet gant A.C.A.U. Sant Kadou.

Evit ar filmoù e brezhoneg ez eo ar priz gant film Herve Morzhadeg «Parrez Eusa» diwar ur mennoz kinniget gant Soazig Daniélou. Ur priz arbennig a zo aet gant Loig Chapron evit e film «Championad ar bed ar bouloù Poik» e Gwerleskin.

Petra soñjal diwar ar palmares eus stad ar «sinema breizhek». Nébeud a dra vat, siwazh. Aet eo lodenn vrasañ ar prizioù gant ar filmoù video pe ar filmoù-dielloù diwar goust ar filmoù-ijin. Dre zoeber a arched o vezant ma ranker mont da Banz da glask produerien pe dre zoeber a vennozhioù hag a ijin ? Tek- nikourien a zoere a zo bremañ e Breizh. N'eo ket awalc'h da embann ganedigezh ar «sinema breiz- hek».

Da vloaz e vo klasket kinnig un daolenn eus buhez ar poblou hag ar c'hmunizelioù divroet dre ar bed evel Kurded bro Alamagn pe Chicanos ar Stadoù Unanet. E 1997 e vo lidet an 20vet deiz ha bloaz dre skignañ ar pep gwellañ eus ar festival abaoe an deroù ha dre bediñ holl vignoned festival Douar- nenez.

Tahiti, malade de la bombe.

Aux dimensions stratégique et écologique des essais nucléaires, il convient d'y ajouter la dimension humaine. C'est ce qu'affirme Jean Chesneau, professeur à Paris VII, dans une tribune parue dans le quotidien «Le Monde».

«Le coût humain des essais est très lourd, même s'il s'est trouvé marqué, à une première étape, par un réel essor économique, notamment dans les travaux publics, par la croissance de l'emploi, des revenus et de la consommation. Les dépenses publiques avaient décuplé entre 1960 et 1970.

Mais à mesure que l'euphorie s'est dissipée dans les années 80 on aurait dû mieux percevoir ce qui avait de «déséquilibré» et «artificiel» (...) le développement engendré par la manne nucléaire. Un modèle de prospérité factice s'est ainsi mis en place. Un mètre carré coûte plus cher à Papeete qu'aux Champs Élysées (...). Si le produit intérieur brut de la Polynésie française est devenu, au fil des essais, un des plus élevés du Pacifique, l'écart des revenus s'est creusé : de 1 à 15. Bref, c'est bien une «fracture sociale» qu'on creusé les essais (...).

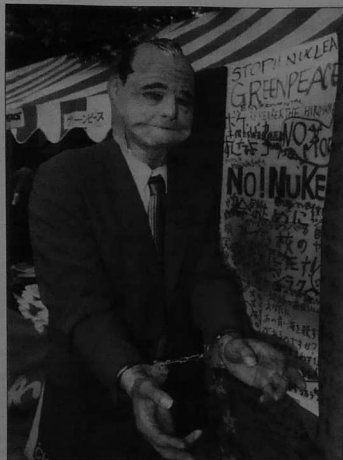
Vingt pour cent de la population sont tombés au dessous du seuil de pauvreté (...) le chômage sévit. Surtout chez ceux qui ont quitté leurs archipels lointains pour les chantiers qui se sont retrouvés dans les banlieues dévalorisées de Papeete. Surtout chez les jeunes qui forment 50% de la population et dont beaucoup sont désorientés, décadents, désocialisés et (...) glissent souvent vers la drogue et la délinquance (...).

Il a donc fallu beaucoup d'obstination et de mauvaise volonté de la part des autorités françaises civiles et surtout militaires, pour ignorer

délibérément tout ce que ces essais tant célèbres coûtent à la société polynésienne et au peuple Maohi».

Sur le plan politique, Jean Chesneau écrit : «Et l'indépendantisme ? Ses leaders connaissent bien le désarroi de la jeunesse (...) Mais Oscar Temaru* et ses amis ne contrôlent pas (...) les jeunes et les chômeurs (...). Les mouvements de violence aveugle vont-ils rester inorganisés, éphémères ? Ou vont-ils se politiser en direction des indépendantistes, ce qui changerait fortement le rapport des forces face aux essais ?»

* Oscar Temaru, maire de Faaa et leader du mouvement indépendantiste «Tavini Huiraatira».



Emgann avec les Maohis et... les Bretons

Afin de protester contre la reprise des essais nucléaires français à Moruroo, plusieurs pays ont l'intention d'organiser le boycott des produits provenant de l'Hexagone, menaçant ainsi directement les producteurs bretons de fruits et légumes en particulier.

Tout en condamnant ces essais inutiles, coûteux et symboliques d'une certaine idée de la grandeur de la France qu'il combat, le mouvement Emgann exprime sa solidarité avec les peuples du Pacifique menacés et considère que les producteurs bretons sont victimes de l'absence d'un pouvoir politique propre dans la mesure où une Bretagne souveraine dénonçant la reprise des essais aurait mis les Bretons à l'abri du boycott.

Fidèle à ses positions anti-nucléaires maintes fois réaffirmées EMGANN exige qu'il soit mis fin aux essais. Devant les graves événements qui viennent de se produire à Tahiti, EMGANN exprime son entière solidarité avec les peuples du Pacifique, le peuple polynésien en particulier dont l'aspiration à l'indépendance rejoint celle du peuple breton dans sa légitimité.

EMGANN

Le Congrès Celtique solidaire

Les participants au Congrès Celtique International à Lorient appellent le Président Chirac à revoir sa décision de faire procéder à des essais nucléaires dans le Pacifique. Ces essais mettraient en danger la santé et l'environnement des peuples du Pacifique. Ils introduisent dès à présent un élément de tension dans la communauté européenne. Le peuple breton est directement concerné par cette décision d'un point de vue culturel autant qu'économique. Ces sommes énormes qui seront englouties dans les essais, seraient mieux utilisées à créer des emplois, à ouvrir des écoles et des cours de breton, à créer des services normaux de radio et de télévision, à aider une culture bretonne elle-même génératrice d'emplois. L'agriculture bretonne va souffrir de manière très sérieuse de la politique de boycott qui se développe, en particulier en Allemagne et en Europe du Nord : une nouvelle crise de l'agroalimentaire pourrait en être le résultat. En attendant une décision favorable du Président Chirac, il paraît souhaitable que les producteurs bretons, pour éviter les effets les plus graves du boycott, identifient clairement leurs produits par le label créé il y a plusieurs années : Made in Breizh.

83 signatures de responsables culturels celtiques

Histoire des pommes et du cidre breton.

par Hervé Person

Aujourd'hui, regroupés dans des Comités Interprofessionnels Départementaux (ex. CIDREFF pour le Finistère, CIDREC pour les Côtes d'Armor), des producteurs avisés tentent de redonner au cidre breton ses lettres de noblesse, lettres qu'il a perdu malgré la persistance de grands crus comme celui de Fouesnant. Ainsi, le CIDREFF a déposé une A.O.C. (Appellation d'Origine Contrôlée). En effet, ce travail de renaissance, de régénérescence mené par ces artisans s'explique par la déchéance dans laquelle étaient tombés les cidres bretons. Cette piètre qualité des cidres s'explique par les mauvais rapports qu'entretenaient les Bretons et par la politique de l'État français délaissant cette production, la pénalisant. Déguster un bon cidre suppose que le maximum de soins lui ait été apporté aux différents stades, de la culture du pommier à la commercialisation en passant par la fabrication.

La culture du pommier.

Selon que le pommier est en basse tige ou en haute tige, il faut attendre un certain nombre d'années avant de récolter les premières pommes. Pour que des soins attentifs lui soient apportés, notamment pendant ces années improductives, il faut que de bons rapports existent entre le propriétaire et le fermier, que celui-ci apporte les soins, en ait les moyens et la capacité. Or, cela n'a pas été toujours le cas.

a) Le fermier et le propriétaire.

Pour qu'un fermier plante des arbres fruitiers, il est nécessaire qu'il en retire un certain bénéfice, soit en cours de bail, soit à la fin du bail. Or, au XIX^{ème} siècle, la courte durée des baux s'opposait à cette culture. La majorité des pommiers se trouvant dans les jardins où ils constituaient une culture vivrière.

En production cidricole, le retour sur investissement est long. Planter des arbres fruitiers suppose une confiance en l'avenir. On ne peut être content si on ne possède pas un statut stable qui garantisse les droits du fermier contre l'arbitraire du propriétaire. Cette absence de protection va amener les fermiers à se concentrer sur des cultures plus rapides : les céréales et notamment le blé. Le blé avait une place à part en ce sens qu'il était cultivé dans le but de payer le fermage. La non-industrialisation de la Bretagne amènera une surabondance de main-d'œuvre : ce qui fera monter le prix des fermages. On cultivera plus de blé. Le 3 avril 1852, la Société d'agriculture de Morlaix écrit : «Il a été constaté par un relevé statistique qu'il existe en Basse-Bretagne les 3/4 de la terre arable sous culture de céréales, le 1/4 seulement sous culture fourragère» (Source A.D. Kemper 36 J.3). La Bretagne va donc passer à côté de la révolution fourragère, révolution qui aurait la production de plus de foin et de mailler foin. Ceci va provoquer une acidification des terres et ensuite une dégradation des diverses productions bretonnes.



Si les plantes accusaient un déficit en fumier, que dire alors des pommiers ! Les pommiers aiment les terres acides mais pas trop. En 1847, un agronome remet au préfet des Côtes du Nord son rapport sur l'agriculture de ce département : «D'après les études que j'ai faites dans le département, il ressort pour moi, que l'étendue sous céréales et plantes commerciales est trop forte à celle consacrée à la production de fourrages divers. De la faible fumure que reçoivent les terres cultivées, les faibles produits qu'elles donnent, la croissance des mauvaises herbes et l'état misérable du bétail, car tout s'enchaîne et se lie en agriculture». Cette prépondérance des cultures commerciales fera que, dans le Léon, l'arbre, le pommier sera considéré comme l'ennemi, surtout en zone légumière. En 1836, la Société d'agriculture de Brest veut développer la plantation de pommiers mais essuie un échec (Source A.D. Kemper 7.M.135). En 1847, la Société d'agriculture de Morlaix constate une extension des plantations de pommiers mais seulement dans les cantons de Plouigneau, Morlaix et Lanmeur. En 1850, Elleouët est partisan de la culture du pommier et prétend que

c'est le manque de boisson domestique qui est cause qu'on ne bot que de l'eau de vie et qu'on s'adonne à l'ivrognerie. (Source A.D. Kemper 36 J.3). En clair, le cidre quotidien, remède contre l'alcoolisme. Voici un raisonnement que ne renierait pas Guy Caro.

À la fin du XIX^{ème} siècle, suite à la crise de la vigne dévastée par le phylloxera, on voit des vergers atteindre des prix faramineux et dépasser des vignobles réputés. La culture du pommier devient une culture de rente et les propriétaires tentent de s'accaparer la production. Mais bien vite, ce boom retombera. Il aura eu le mérite de relancer les plantations de pommiers qui s'épuisaient. Le manque de soins et la déchéance des pommiers vont reprendre ; les fermiers se contenteront de ramasser les pommes. Néanmoins en 1929, le verger breton se décomposait ainsi :

22	3 245 900
29	880 000
35	8 232 000
44	1 187 700
56	5 405 000
Bzh	18 950 800

(Source A.D. Rennes 7.M.117)

Enklask

Le verger était dans un piteux état, ravagé par le chancre et l'anthracnose. À la fin des années 1940, des maladies apparaissent dues à des carences en bore et en azote (Source A.D. Kemper 86.J.15).

Parfois la dégénérescence est due aux erreurs de cultures. Ainsi des erreurs se produisent dans le choix des porte-greffes : un porte-greffe convient à une variété et pas à une autre ; au mauvais choix des greffons sur des sujets affaiblis, malades ou trop vieux (Source A.D. Kemper 86.J.15).

Mais ces erreurs étaient limitées par l'abondance des variétés. « Dans les anciens vergers où l'on plantait côte à côte un grand nombre de variétés, il y avait interfécondation et tous les arbres produisaient des fruits. Il n'en est pas de même aujourd'hui où l'on ne cultive que 2, 3 ou 4 variétés. Si elles sont mal choisies, si l'une d'elles au moins n'a pas un bon pollen, si elles ne fleurissent pas à la même époque, les résultats seront désastreux » (Source A.D. Kemper 86.J.15).

Citons les principales variétés qui existaient dans le Finistère :

Fero Ru Mod Coz, Fero Ru Mod Nevez, Fero Bris, Fero Méo, Fero Mélen, Fero Guen, Fero Brao, Fero Rouz, Fero Glan, Fero Bleis, Bichourel, Blanche Cam, Bellein, Bouleille Bilhan, Douce Grise, Douce Ru, Douce Catei, Douce Rousse Bilhan, Douce Kersouranec, Douce Evéque Bris, Douce Keroadic, Douce Glan, Douce Rouse Bras, Douce Bloic, Dor Dor, Ecarlatine, Estec Blanc, Grignère, Guinis Du, Douce Col, Fréquin, Kermerien, Michellio, Pomme Parker, Pomme Olgon, Personn Plouégat, Pin Vin, Leach Binou, Prad Drot, Slang Ru, Rous Coumoulen, Trojen Ilir, Ty Prons, Toquic, Verte Reine, Peau d'Ané, Lavigne.

B) Le Conseil Général du Finistère.

Dans toute la Bretagne, le cidre était la boisson des classes populaires. Les conseils généraux ont été amenés à traiter de cette question. Si le Conseil Général de Loire Inférieure semble se désintéresser de cette question et se concentrer sur la vigne. En revanche, celui du Finistère sera amené à se prononcer et à prendre quelques initiatives, peu suivies d'effet, suite à l'opposition de l'Etat qui considère le cidre comme responsable de l'alcoolisme. Nous regrettons vivement de n'avoir pu épulcher les archives des autres Conseils Généraux.

En 1890, Le Saout, pépiniériste de Saint Pol de Léon, écrit une brochure sur la culture du pommier et demande une subvention au Conseil Général, mais celui-ci refuse. L'année suivante, un vœu des communes de Quimperlé, repris par le Conseil Général demande qu'aucune taxe ne soit établie sur les fruits à cidre ou à poiré. En 1900, la commission des travaux publics rejette une proposition de planter des pommiers le long des routes. Deux ans après, le Département demande au professeur d'agriculture un rapport sur la culture du pommier. Il est proposé la création de vergers d'études dans chaque arrondissement où les arboriculteurs pour-

raient s'approvisionner en greffons de bonne qualité. L'auteur privilégie la multiplication de variétés locales. Très intéressante, la liste de ces variétés qu'il nous donne (voir plus haut). Cette tentative de créer des pépiniéristes se soldera par un échec. En 1902, le Conseil Général demande que le cidre soit considéré comme boisson hygiénique, à égalité avec le vin, lors de la distribution de boissons aux troupes. Là encore, ce vœu ne sera pas suivi d'effet. Cette politique de l'Etat vise à changer les habitudes alimentaires des Bretons et à remplacer le cidre par le vin. Voici qu'elle était la consommation de cidre dans le département vers ces années (en hectolitres).

Arrondissement	Eau de vie	Cidre fort	Petit cidre
Kemper	4 014	14 300	700
Brest	10 818	274	10
Chateaulin	3 287	18 200	1 000
Morlaix	4 491	2 600	130
Quimperlé	2 437	4 400	7 500
Total	25 047	39 774	9 340

La récolte moyenne de cidre par an était estimée à 120 000 hectolitres (Source A.D. Kemper 6.M.948). Examinons la politique française vis à vis du cidre breton.

C) La politique française vis à vis du cidre breton.

La France est un pays latin. La boisson des latins est le vin. Aussi, ils manifestent une certaine appréhension envers le cidre. Ainsi, dès le début du XIXème siècle, l'Etat s'interroge sur les effets du cidre : il soupçonne celui-ci d'être cause de nanisme. Malgré une réponse négative, les préjugés de l'Etat envers cette boisson persisteront (Source A.D. Kemper 6.M.977).

Il privilégiera les habitudes latines par ses commandes publiques de vin au détriment du cidre. Cette faveur pour le vin sera considérablement secondée par la politique

des transports. Dès 1892, la CCI de Saint-Brieuc se plaint du tarif des transports pour les pommes (pendant longtemps la Bretagne a exporté plus de pommes que de cidre), ainsi, elle note les tarifs suivants des frais de transports de 1 000 kg pour 400 kilomètres : Céréales 13,65 Pommes de terre 15,40 Pommes et poires à cidre 24,70

Il conclut par ce commentaire : « Est-il admissible de voir les pommes et poires à cidre qui voyagent à découvert et pour le transport desquelles tout le matériel est utilisable, dont les chargements et les déchargements se font par les expéditeurs et les destinataires payer 2/5 plus cher par 1 000 kilos

que les pommes de terre et surtout les céréales qui sont transportées avec tous les soins et les responsabilités plus haut. Cette politique vise à favoriser les exportations du bassin parisien au détriment de celles des autres régions. Dans les années de surproduction, cette CCI demandera à bénéficier du tarif commun P.V. N 103 pour l'exportation de pommes vers l'Espagne. Parfois, le ministère accorde le bénéfice de cette mesure lorsque la saison des expéditions est achevée... et qu'il n'y a plus de pommes à exporter ou très peu. C'est ce qui se passe en 1897. Cette pénalisation de l'exportation des pommes bretonnes s'explique par les pressions exercées du lobbying des producteurs de vin de Champagne. En effet, la Bretagne exportait sur l'Allemagne des pommes qui étaient en cidre bouché. Le cidre bouché est une boisson champagnisée. Les produc-



Enklask

teurs de vins de Champagne voyaient d'un mauvais œil cette concurrence... Aussi en 1936, la question des tarifs ferroviaires n'est toujours pas réglée. C'est ce que nous démontrera la CCI de Kemper, en sa session du 24 octobre 1936 : « Le comité de meeting de revalorisation de la pomme qui a eu lieu à Quimperlé avait demandé une réduction sur les transports des pommes et des cidres. Il est regrettable que la réduction sur la pomme promise par les pouvoirs publics n'ait pas été mise en application. Pour aider à la diffusion du cidre, un régime de transport normal est indispensable. Quels sont les tarifs de transports actuels des cidres ?

50 bouteilles de Quimperlé à Paris passent 52 francs

1 barrique de cidre de 250 kg 45
1 wagon de 7 000 kg 850
Ces tarifs sont également ceux des vins qui ont une valeur marchande bien supérieure. Il est en effet anormal qu'une caisse de bouteilles de cidre paie le même prix que la caisse de vin de 10, 15 et 20 francs la bouteille.

Résultat : pour les matières premières, on pénalise la Bretagne en lui faisant un tarif sur la valeur (voir pommes contre céréales plus haut), pour les biens plus élaborés, on la pénalise de nouveau en mettant en place un tarif au poids et non ad valorem. Cette pénalisation de l'exportation des cidres bretons par les tarifs ferroviaires inciteront les Allemands à s'approvisionner en Suisse ou aux Asturies. Les différentes régions de l'Arc Atlantique sont mises en concurrence. Mieux, cette politique tarifaire avantage les concurrents des Bretons. « Les tarifs de pénétration portent préjudice à nos transactions intérieures. Les viandiers d'Allemagne paient pour la Bretagne un tarif tel qu'il leur est possible de faire concurrence aux viandiers du pays. Pour la même raison, les pommes d'Espagne arrivent facilement en France » (Source CCI Saint-Brieuc 1890). Cette politique tarifaire pénalise les exportations des produits bretons pour ne pas faire concurrence aux produits français et favorise les importations de produits espagnols pour peser sur le prix des produits bretons afin que le consommateur français ait les produits bretons au moindre prix.

Mais la pénalisation ne s'exerce pas que par les tarifs : la pénalisation par la mauvaise qualité des moyens intervient. Ainsi, en 1897, à lieu une pétition des agriculteurs, industriels et commerçants de Quimperlé pour l'amélioration de la gare : « Que depuis le 15-8 il a été expédié la quantité de 1 200 wagons pesant de 5 à 6 000 kgs l'un dirigés sur divers points de France. Que le matériel de transport mis à la disposition des expéditeurs par la Compagnie reste très insuffisant, ce qui nécessite le stationnement des charrettes pendant plusieurs jours, soit dans la cour de la gare, soit même dans cette des voyageurs, qu'il en résulte une gêne permanente pour les autres expéditeurs (Source CCI Kemper 24.11.1897). Six ans après l'Union Industrielle et Commerciale de Quimperlé émet une protestation contre la Compagnie d'Orléans pour insuffisance en matériel et en personnel. (Source CCI Kemper 16.11.1903).



Un artisan de Haute-Bretagne au début du siècle.

Ces pommes entressées dans des gares mal gardées constituaient souvent une tentation pour les voleurs. De plus, elles étaient chargées à la pelle, ce qui devait provoquer le phénomène de « casse ferrique », phénomène bien connu des cidriers et qui nuit à la qualité du cidre. On imagine dans quelles conditions elles arrivaient en Allemagne. Cette mauvaise qualité du transport se répercutait sur le prix payé au producteur.

L'Etat, par sa politique des alcools, contribuait à nuire à la qualité des pommes : en effet, les pommes seront produites pour être vendues à l'Etat, comme il y a quelques années, des entreprises produisant de la poudre de lait pour l'intervention. Dans de telles conditions, à quel bon se soucier de la qualité ? Mais dans ses achats d'alcool, l'Etat privilégiera les achats d'alcool de raisin et de betteraves. C'est ce qui amène la Chambre d'Agriculture à demander : « la nécessité d'établir sans retard un statut de l'alcool tenant la balance égale entre les droits et les intérêts des régions cidricoles et des régions viticoles » (Source A.D. Kemper 7.M.255).

Chappellaine, dans son discours à l'Assemblée Nationale en 1911, nous décrit la lamentable condition des pommes bretonnes : « L'Allemagne importe des pommes bretonnes et réexporte du cidre sur le Brésil. En Allemagne, les pommes sont lavées, triées, les pommes bretonnes voyagent dans des wagons à bestiaux à peine désinfectés, des wagons à charbon à peine lavés » !!

Par sa politique géographique d'implantation des distilleries, l'Etat va semer la zizanie entre les Bretons. En effet, connaissant le penchant des Bas-Bretons pour l'alcool, il se gardera bien d'installer des distilleries en Basse-Bretagne. En 1936, année de surpro-

duction, Monnier, Président de la Coopérative agricole de Nantes écrit : « En tout et pour l'ensemble des distilleries, il a été pris 90% des pommes nécessaires en Ille et Vilaine, les autres départements bretons ne fournissant qu'une part infime des 10%. L'alcool est acheté par l'Etat avec les impôts de tous les contribuables y compris les paysans de Loire-Inférieure, Côtes du Nord et Finistère » (Source Ouest-Eclair 16.10.1938 A.D. Rennes 7.M.117). Cette même année, les producteurs demandent :

1. L'augmentation des pommes à exporter sur l'Allemagne.
2. Que la répartition des biens soit faite équitablement entre les régions productives et en tenant compte des ressources respectives.

3. Des dispositions financières permettant le paiement immédiat des fruits livrés par les récoltants.
4. L'aménagement des tarifs de transports (Source A.D. Rennes 7.M.117).

En année de surproduction, les frais de transports sont très importants et dépassent parfois la valeur des pommes.

Enfin, les producteurs viticoles et cidricoles sont parfois lésés par le marché à terme des alcools libérés de Paris dont le fonctionnement est vicieux. C'est ce que dénonce la Chambre d'Agriculture des Côtes du Nord en 1934. Aussi, elle émet le vœu suivant :

« 1. Fermeture immédiate du marché des alcools.

2. Demande qu'un contingent spécial de 35 000 hectolitres d'alcool d'industrie soit réservé à la Bretagne ».

Il faut savoir que la localisation des marchés à Paris a gravement nuit aux producteurs des autres régions. A contrario, le Marché du Porc Breton a encouragé la production porcine bretonne.

Examinons la fabrication et la commercialisation du cidre. (à suivre)

TRO NEVET ou TROMENIE ? Odeur de fagot chez les cagots.

Le 9 juillet 1965, début de la Grande Troménie qui voit pendant une semaine se succéder marches et processions multiples sur un parcours initialement remontant au moins au temps des Druides, a eu lieu à Locronan un événement insolite qui a retenu l'attention des chaînes de télévision hexagonales et même, avec quelques réticences, de la presse locale. Désireux d'affirmer ouvertement l'origine et la permanence païennes et celtiques de cette cérémonie, prenant également appui sur les recherches de nombreux scientifiques (cf. les études de Donatien Laurent) et sur l'aveu même de plusieurs personnalités ecclésiastiques, le Gorsedd de Bretagne avait décidé d'entamer sa propre marche sous le nom de Tro Nevet, c'est-à-dire tour sacré ou tour du sanctuaire, terme dérivant de l'ancien celtique «neteton» qui s'est maintenu dans le nom de la Forêt de Nevet laquelle couvrait anciennement une grande partie du Forzy.

Des ecclésiastiques désespérés.

Afin de ne pas mélanger les genres, de ne pas troubler la cérémonie catholique, mais de proclamer toutefois l'antériorité des rites païens et de mettre en évidence leur continuité, les Druides, Barbes et Oyatés avaient fait le choix de partir à 9 h du matin. Seul le Télégramme avait publié quelques jours auparavant l'avis annonçant l'initiative du Gorsedd. De nombreuses équipes de télévision, avides de sensationnel et désireux vraisemblablement créer l'événement ou susciter une polémique, étaient présentes sur les lieux pour interroger le Grand Druides de Bretagne, Gwennhan Le Souezec à qui un journaliste demanda la position de l'évêque de Quimper sur cette démarche. En l'absence de toute déclaration du prélat et du moindre mandat de sa part (et pour cause !), il parvint pour le moins difficile de répondre. On apprenait en fin de compte que Mgr Clément Guillon, co-évêque de Quimper et de Léon, considérait à reconnaître la liberté de se référer à d'autres croyances et le droit de chercher à faire la Troménie comme il l'entend, concessions d'ailleurs qui lui coûtent d'autant moins cher qu'elles ne lui doivent absolument rien. La liberté de penser comme de croquer, en effet, est avant tout d'essence démocratique et a été ardemment de haute lutte aux autorités diocésaines ou religieuses. Et puis aurai-je oublié qu'entre le premier dimanche de la Troménie à 0 heure jusqu'au suivant à minuit, chacun peut faire son tour à sa guise, seul ou en groupe, et qui s'essayerait à sorder le cœur de chaque individu pour y déceler les raisons qui le poussent sur ce parcours millénaire ? Déboussolé, un ecclésiastique de base, doucement extravagant et sentiment marginal, estimant contesté le monopole de la cathédrale à l'Église qui le banchi, se ferdit d'un article breton-français dans le Progrès de Cornouaille pour vilipender ces Druides remplis de ce qui fut le plus cruellement délaté : l'imagination. Pétant contre la presse pour avoir relâché la présence du Gorsedd (Ah ! où sont la censure et l'impartialité ?), agit de dépit sans doute à la suite d'un abus d'ivoire de curé, le petit père à la barbe décolorée, ment désemparé, fait bien peine à lire, les Druides lui ont gâché sa Troménie devenue pour lui un chemin de croix. Mais ne peut-il plutôt remercier les païens de lui avoir tout simplement permis d'offrir sa souffrance à Dieu et de gagner ainsi son paradis ?

Un accueil plutôt bienveillant.

La marche du Gorsedd débuta après avoir fait trois fois vers la gauche le tour du puits central de la place de Locronan. Au cours des arrêts, le Grand Druides dégagea en langue bretonne la symbolisme païen du lieu, retrouvant sous l'habitillage chrétien, les anciens dieux titulaires du Panthéon celtique. Le passage des Druides fut salué rituellement et spontanément par les fabriciens présents dans leur «lochou». La croix de Keben, qui marque l'emplacement où l'adversaire de Ronan l'Irlandais aurait été engloutie dans les flammes, fut droit à un hommage particulier. Seule croix ou aucun Chrétien n'est tenu de se découvrir pour saluer, elle est incontestablement païenne malgré les tentatives infructueuses pour la récupérer. Après avoir fait cercle autour d'elle, les Druides ont prononcé une incantation destinée à «revivifier» Keben afin qu'elle se dresse et réaffirme ses droits par la réhabilitation d'une tradition dont elle fut peut-être une des premières martyres. Bien d'autres l'auront suivi hélas ! après avoir abouré les branches des arbres de leurs corps au moment des prières d'un bienheureux illuminé et des dragonnades de sa Maesté. A la «Kazeg Vaeen», gros rocher en bordure du parcours a été revivifié le vieux rite de la fécondation par le Soleil. Cette pratique qui a alimenté les fantasmes maisons de nombre d'ecclésiastiques frustrés voyant un peu partout péchés et messes noires, était jusqu'ici à quelques années suggérée par l'attitude de certaines femmes s'allongeant dans le creux du rocher. A son retour, le cortège du Gorsedd fut salué par nombre de pèlerins avec sympathie, étonnement parfois mais sans aucune animosité à l'exception d'un obscur correspondant local d'un important quotidien du Grand Ouest, saillant tel un guignol, le carnet à la main et le regard inquisiteur. Ce personnage, visiblement mal défrôqué et s'arrogeant le droit d'imposer des reproches, voulait reconnaître dans la démarche des Druides une provocation ; mais, sans doute atteint par la brusque révélation de son ridicule, il

fit part s'éclipser en bougonnant. Cette fausse note fut heureusement corrigée dans l'ouvrage par un article honnête écrit par Jean Laurent Bras et empreint d'une certaine tolérance bien que prétendant faire marcher le Gorsedd sur les traces de «saint» Ronan, ce qui est loin d'être le cas et pour cause !

L'offensive messianique

La lecture de la presse locale se révèle très instructive. On y apprend, avec étonnement, qu'il y aurait eu quelque chose sur l'origine de la Troménie, mais qu'elle serait maintenant terminée par la reconnaissance du caractère «préchrétien» de cette cérémonie ! On ne peut qu'être interpellé par une telle notion qui rappelle étrangement les élocubrations de l'ethnologie marxiste tantant, avec le dogmatisme d'usage qui caractérise ce magma idéologique, d'éteindre les sociétés primitives comme «pré-capitalistes». En somme, toute société contredirait déjà en elle-même son devenir qui ne peut qu'être déjà conforme à son état postérieur. Ce principe issu d'un finalisme (l'atavisme ?) philosophique abusivement dirigé au rang de «science», masque mal le propos politique ou les préoccupations eschatologiques qu'il sert. En fait, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un messianisme historique caractéristique d'ailleurs de toutes les idéologies totalitaires qui affirment détenir une vérité révélée, qu'elle procède de la «sainte» Providence ou des «bûches» de l'histoire. La société ancienne des Celtes ne pouvait ainsi qu'accoucher de la société chrétienne comme la société primitive était en attente du capitalisme et comme, bien sûr, la Gaule ne pouvait que conduire à la France éternelle l'Alléluia !

L'offensive traditionaliste.

Plus inquiétant est par contre, la parution d'un ouvrage récent commis par Christian Guyonvarc'h et Françoise Leroux sur la Troménie : «Les Druides et le

Druidisme», Editions Ouest-France, juin 95. Déjà connus par la livraison d'un gros pavé sur la question, nos sentiments universitaires quittent cette fois le terrain «scientifique» pour s'aventurer sur les arcanes de la théologie. Apparemment en proie à un accès de cabotage, ils se prononcent catégoriquement sur l'impossibilité de la survivance de rites druidiques contemporains, tout alors des gens comme Donatien Laurent et de leurs recherches. Cela pourrait être considéré avec un certain intérêt, s'il s'agissait par là de combattre la récupération de la tradition druidique par des propagandistes d'une Europe blanche et pure, et véritablement d'incriminer d'ailleurs par le Gorsedd de Bretagne. En analysant l'argumentation, on y décèle plutôt un plaidoyer en faveur d'un certain ordre traditionaliste. Les auteurs avancent tout d'abord un argument linguistique pour bannir toute survivance : le celtique ancien qu'ils réduisent d'ailleurs au gallois (ou est l'ancien bretonique ou l'ancien gallois ?), langue sacrée des druides, ayant disparu, toute la doctrine et les rituels sont perdus. «Un druide authentique serait tenu de connaître la langue sacrée, comme un bramin doit savoir le sanskrit et un prêtre le latin qui est la langue de l'Eglise». Comment peut-on affirmer que le druidisme serait tenu - par qui d'ailleurs ? - de respecter une règle qui n'est pas universelle, puisque nombre de croyances s'écroulent dans la même langue que la sienne de leur temps ? Le celtique ancien n'a pas d'autre part «disparu», il a évolué pour donner les langues celtiques actuelles ! En outre, le latin n'est pas par essence la langue de l'Eglise, et à l'abord est le vecteur d'une culture et d'un humanisme païens dont on sait qu'ils ont largement inspiré la Renaissance, la liberté de l'Esprit et la conscience démocratique. Enfin, en suivant l'argumentation de nos éminents universitaires, le christianisme actuel existe-t-il encore quand il s'exprime dans les langues nationales modernes ? Leur point de vue d'inspiration fustige ne rejoint-il pas celui des traditionalistes de Mgr Lefebvre qui, au-delà même de Vatican II, prétendent rester fidèles au rite de «saint» Pie V et à la messe en latin ? On appréciera le lieu commun selon lequel «le breton est une langue populaire dont toute la littérature jusqu'au XIX^{ème} siècle, est celtisée», selon simpliste et par là-même erronée mais qui permet de nier toute transmission populaire de légendes et de tradition. Documentairement, nos prélatés décrièrent que «l'inflation chrétienne efface automatiquement toutes les précédentes». Étrange de voir ces universitaires de l'Université laloue, plonger dans le dogme pour émettre une opinion identique à celle de ces intégristes juifs qui contestent en début d'année à Mgr Lustiger, évêque catholique donc «plus juif», le droit de venir se recueillir en Israël sur les débris de l'holocaste ! Purement subsidiaire sans doute que le «renégat» ait perdu une bonne partie de sa famille, dans l'univers concentrationnaire ! «Un druide ne peut véritablement exercer ses fonctions que dans le cadre politique d'une royauté celtique, condition qui, depuis de longs siècles, est bien impossible à remplir». Le christianisme se préoccupait-il donc de son côté de ressusciter l'Empire Romain comme condition de son triomphe ? Il est à craindre alors, que les idées exprimées par ces nouveaux «papes» ne renforcent dans leurs convictions certains exaltés, qui travaillent, sous couvert de druidisme, à l'émergence d'une Europe blanche, royale et souveraine, frappée du signe de la croix «celtique» !

Des réactions révélatrices.

Toute cette affaire révèle le trouble qui entoure nombre d'aspects de la vie religieuse en Bretagne où persistent des tabous, comme on le va il y a quelques années quand Strolpad et Yves Bagant m'en scène la vie de Michel Le Nobletz. Cela ne peut qu'encourager à

poursuivre leur lutte tous ceux qui s'émerveillent de la capacité du peuple breton à travers l'histoire, à garder la mémoire de rites et de thèmes qui le touchent au plus profond de son âme, à maintenir sa langue malgré le dédain et l'acharnement des institutions à vouloir niveler et aliéner. Les fouilles actuelles menées à Monteneuf nous apportent-elles quelques lumières sur la manière dont l'Église combattit au X^{ème} siècle (!) les cultes païens en abattant des «pierres druidiques» suivant les prescriptions du concile de Nantes en 958 ? Certes il y a encore bien des choses à démêler dans l'écheveau actuel qui ne subsiste plus qu'à travers une forme syncretique mais il convient toutefois d'observer que les

cultes populaires, les pardons et la Troménie constituent la part la plus vivace de la pratique religieuse au détriment des sacraments de l'Église qui tels une coquille vide ont perdu toute substance. Observons également que les survivances païennes se laissent sans difficulté à y a beau temps ainsi que le Père Noël a supplanté le p'tit Jésus, quant au sapin de Noël, cet arbre toujours vert du solstice d'hiver chez les anciens Germains, il est mondialement reconnu et apprécié ! Il est patent que ce sont les tenants de l'Ordre d'Église et d'État qui ont été dérangés le 9 juillet, preuve que quelque chose bouge et leur échappe. Tant mieux !

Per Vari KERLOCH

Monteneuf, un site à découvrir

Commencées en 1989, avec l'aide d'une petite équipe de 5 bénévoles les fouilles archéologiques sur le site des Pierres Drottes en MONTENEUF ont révélé dès les premières années l'intérêt scientifique du lieu. Devant l'ampleur du site, en 1992, le Ministère de la Culture autorisa un programme plurianuel de recherche accompagné de budgets adaptés à la problématique. Le Site :

Aménagé sur les versant Sud d'un plateau qui culmine à 140 m, l'ensemble mégalithique se trouve éparpillé en contras de la ligne de crête. Jusqu'en 1989 les Pierres Drottes, oubliées, se réduisaient à trois menhirs dressés et une vingtaine de blocs perdus sous la lande. Notre première visite des lieux y reconnut deux lignes perpendiculaires : l'une orientée Est/Ouest et l'autre pratiquement Nord/Sud. Très vite les débroussaillages entrepris révélèrent l'ampleur de l'ensemble. Sur une surface dépassant 5 hectares, près de 400 monolithes sont répartis dans la lande. Sans pouvoir affirmer que tous ces blocs ont été utilisés comme menhirs, les fouilles permettent d'approcher l'organisation et la pertinence de ces lieux. Actuellement, six files parallèles s'articulent selon un axe Est/Ouest. Quatre d'entre elles, dans la parcelle AK 10 sont en cours d'étude. La plus longue baptisée B étale sa vingtaine de blocs visibles sur un espace de 300m. Les dalles extraites sur place se classent selon trois formes : les quadrangulaires, les hexaux et les blocs informes avec un pontic sommital.

La soixantaine de blocs incisés dans les surfaces découpées ont fourni des informations multiples et complémentaires. Pour exemple : deux lignes de petites dalles jointives plantées sur le chant forment une allée de 6 à 7 m de large. C'est dans l'axe médian du couloir ainsi délimité que sont dressés les menhirs de la file B. Les systèmes de collage sont d'une grande variété dans leur conception. Ils peuvent évoluer de la simple fosse reconnaissable par le différentiel de schéage et de compactage du milieu environnant, à des structures étendues constituées d'éléments de schiste. Lorsque le monolithe a un centre de gravité assez bas et une base plane, une simple couronne de pierres disposée sur le bord de la fosse assure sa stabilité. Si à l'inverse, le menhir est volumineux ou de forme complexe, c'est une construction importante qui en assure le collage.

Bien que ces généralités ne diffèrent pas de celles des autres sites, les «Pierres Drottes» se distinguent par la présence de traces archéologiques non reconnues par ailleurs. Un des premiers éléments est assurément la liberté prise avec la notion de ligne droite dans les files. On constate de temps à autre des menhirs plantés légèrement, mais volontairement, au nord de la ligne. A un autre emplacement, des traces linéaires nettement marquées dans le sol permettent d'aborder la maintenance des monolithes.



Le Tertre tumulaire :

Quelques menhirs de la ligne C sont plantés sur un tertre tumulaire de forme oblongue. Par comparaison à leurs voisins dressés dans le sol naturel, leur collage est plus important, comme pour compenser l'instabilité des terres rapportées. Allongé d'Est en Ouest sur près de trente mètres, l'ensemble du tertre sur douze mètres de large ne met pas en évidence son relief. C'est l'accumulation des monolithes qui révèle la structure érodée. Un espace de dalles plantées sur chant selon une forme arquée laisse supposer la présence d'une chambre funéraire. Bien que très chahutés par l'entassement des menhirs lors de la destruction de l'ensemble, sa présence est confirmée par les restes d'un dallage horizontal découvert à 90 cm de profondeur.

Les particularités :

Fautes de anachronismes et pour confirmer la fréquentation du site aux périodes du Bronze, une poterie est découverte dans le secteur Ouest de la ligne A. C'est dans un espace ovalaire, matérialisé par une série de petites plaquettes punaises, qu'apparaissent les premiers tessons. Posé à l'envers dans le fond d'une fosse, le vase a été très entamé par le racleage des terres nécessaires au camouflage des menhirs lors de leur abattage. Les tessons recueillis permettant d'en restituer la forme. Et ce n'est pas sans surprise qu'apparaît un grand vase orné de boursiers verticaux. Son style, sa forme et son décor s'apparentent aux poteries du Bronze moyen d'Europe du nord. Très probablement utilisé comme urne cinéraire, il confirme le dévouement du site qui retrouve ainsi sa fonction funéraire d'origine.

Dans la carrière, une hache à talon en bronze attestée de la visite des lieux par cette culture. Traversant la partie la plus au Sud de l'ensemble mégalithique, une voie ancienne se fraye un passage d'Est en Ouest. Recouverte d'un dallage de schéage, la chaussée rappelle les techniques de construction Gallo-romaine. On peut la suivre dans la lande sur plus de 2km.



La Grande Troménie de Locronan

Glenmor : An Distro.

An Distro, Le Retour : «Et voici bien ma terre, la vallée de mes amours...». L'un des joyaux du collier de chansons qu'il nous a égrénées pendant plus de trente ans. Ces trésors-là ne pouvaient tomber dans l'oubli, dans les archives poussiéreuses des producteurs ; ils appartiennent d'abord à leur créateur, mais aussi à notre mémoire collective.

Et puis, l'œuvre de Glenmor ce n'est pas seulement une douzaine de disques, mais aussi des écrits : ceux qui ont été édités («la Septième Mort», «Sables et Dunes...»), mais, ceux qui doivent l'être, c'est-à-dire une demi-douzaine de romans : parmi ceux-ci «Les derniers lieux de la vallée» qui vient d'être édité. Autre projet : une reprise du «Livres des Chansons»...

C'est pour tout cela que ses amis se sont rassemblés pour promouvoir et rééditer son œuvre. Dans un premier temps nous aimerions faire paraître l'intégrale de ses chansons en compact-disques et le livret des textes. Nous voulons aussi faire paraître des écrits inédits touchant à différents genres littéraires : romans, essais, poèmes.

Association : «Glenmor : An Distro», c/o Fanch Bernard, 6 rue Traverse de la Rive, 29800 Landerneau.

Président : Hervé Le Borgne. **Vice-Présidents :** Fanch Bernard, Hervé Morbureau, Alan Prigent. **Secrétaire :** Yann Goadoué. **Secrétaires-adjoints :** André-Georges Hamon, Bernéz Kerdraon. **Treasorier :** Yann-Klaoda Jezekel. **Treasorier-adjoint :** Gweltaz Ar Fur. **Cotisation minimale :** 100 F.

Piv gwelloc'h eget Glenmor, en deus karet ha kanet a-hed tregon bloaz, hon douar, hor bro, gant he braventez hag he stormoù, ha laketa da c'heneh e kalonoù Breizh ar garantez-vro ? N'hell ket an tefisorio-mañ ankouezan, miret e sarzh e poulltreenk un ti-embann parizian : dar balzh e-unan int da gantañ, hogen deomp-ni hol evaj, en hor c'hengoun-pobl.

Nao ket oberenn C'hlenmor un daouzag ben-ak a bladennou, nemetken, met ivaz skridoù, lod bat embannet gwechall, hag ur c'hwec'h a roman-tou diembann. En o zouez ar benn oberenn : «Les Derniers Feux de la Vallée», nevez deuet er-maez.

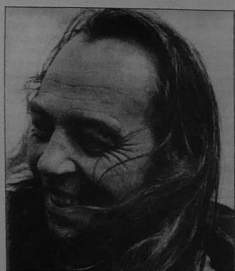
Setu perak eo en emgavet mignonned Glenmor da glask lakaat e oberenn war-wel en-dro, hag embann ar pezh zo nevez gantañ.

Da gantañ e karnep sevenañ un embannadur hollek eus e ganaouennou war bladennou-argant, hag a-gevret gantañ ul levrig-pozhoù.

Da eil e klampig lakaat da voulañ e destennoù diembann gantañ, a bep zoare : roman-tou, danevelloù, barzhonegoù...

Dilivenez den
a-dreuz poan a-dreuz mor
goulonder an ene disvro
digarantez den

a-dreuz tan a-dreuz mor
e lenver noaz n'isrivodigez
e lano widomp seul skoud an distro.



«Les contes de Luzel», par Per Denez.

Il y a quelques semaines Per Denez publiait une traduction de nouvelles et de poèmes d'Edgar A. Poe, avec d'évocantes illustrations de Pawel Pawlak. Il vient de nous livrer, sous le titre AN AMZER A RA E DRO, une collection de textes où se mêlent l'humour et le drame. Et bien sûr l'amour. (MOULADURIQ HOR YEZH, 130 pages, 70 francs).

Per Denez réserve semble-t-il le français pour les ouvrages techniques : son «JOSEPH OLLIVIER, LES CONTES DE LUZEL» (HOR YEZH, 296 pages, 130 francs) est remarquable à plus d'un titre. Qui connaît ce Joseph Ollivier qui, après la guerre de 14-18, lança avec P. Moac'h la revue Buhez Breiz et éditait, chez Le Goaziou, à Quimper, une excellente collection de textes populaires ? Le dernier de ces livres fut un choix de poèmes de Luzel (1943) ; il avait été précédé par une collection de onze contes publiés pour la première fois 70 ans après leur rédaction. Mais, concernant Luzel, J. Ollivier avait fait encore mieux : ne disposant pas des fonds nécessaires pour l'édition, il avait recopié tout ce qui, de l'œuvre de Luzel, n'était pas disponible en librairie ainsi que tous les documents le concernant : au total plus de 9 000 pages. Per Denez publie dans cet ouvrage l'étonnant inventaire des contes de Luzel établi par Joseph Ollivier. Puis dans une Postface d'une centaine de pages, il se livre à une solide critique d'une récente édition universitaire et rétablit Luzel dans sa vérité et dans son temps. Un livre à lire.

Mythes et légendes De Samhain à la Toussaint du 28 octobre au 1er novembre 1995

En ce temps suspendu de la Toussaint, à l'occasion de la Samhain (1er de l'an celtique) l'Université d'été de Bretagne organise, sous la direction de Alain LE GOFF une rencontre à la recherche des grandes quêtes mythiques et du «passage sur l'autre rive».

A l'image de Bran l'Irlandais, des moines évangélistes du moyen-âge ou des prophètes hébreux, l'humanité est constamment en marche. Ainsi naissent les lies bienheureuses, les royaumes futurs, les dieux à venir, les utopies et les théories nouvelles qui bouleversent l'ordre du monde.

Ce sont quelques-unes de ces grandes quêtes, de ces aventures de l'âme ou de l'esprit, que nous évoquerons à partir des travaux et des découvertes historiques les plus récentes, mais aussi de l'étude des mythes et des croyances des traditions occidentale et orientale, nous verrons les interventions de spécialistes dans différents domaines : ethnologie, histoire, religion, littérature, philosophie... sous la forme d'ateliers, de conférences, de spectacles, d'exploration de lieux...

Renseignements : Secrétariat UEB, tél. 97.64.19.90.
ou B.P. 251 - 56102 LORIENT Cedex

Voyages d'Etude et de Découverte des hauts lieux de l'histoire et du mythe arthurien.

L'Université d'été de Bretagne et le Centre de l'Imaginaire Arthurien organisent du 18 au 22 octobre prochains un voyage sur les traces des anciens bretons et du Roi Arthur.

Ce voyage verra principalement un circuit itinérant de découvertes des hauts lieux historiques de Cornouaille, du Devon, du Dorset et du Somerset (Tintagel, Stonehenge, les sites mégalithiques du sud-ouest que l'on associe au mythe arthurien, les sites historiques majeurs témoins de l'implantation romaine et de la présence des anciens bretons, etc.).

Hommage aux Bretons tombés à Saint-Aubin du Cormier en 1488

Le dimanche 30 juillet s'est déroulé sur la «Lande de la Rencontre» la cérémonie marquant l'anniversaire de la Bataille de Saint-Aubin-du-Cormier qui eut lieu le 28 juillet 1488 entre l'armée de François II, duc de Bretagne, et celle de Charles VIII, roi de France.

Ce jour fut l'un des plus sombres de l'histoire de notre patrie est interdite d'enseignement, bien des Bretons la connaissent cependant et parmi eux un grand nombre est venu prendre part à la manifestation. Celle-ci débuta par des airs joués par deux cornemuses, l'une de Thorigné, l'autre de Quimperlé.

Puis, une messe fut célébrée en l'honneur de Sainte Anne, patronne des Bretons, et naturellement dédiée à la mémoire de six mille combattants de l'armée bretonne ; au cours de cette messe, l'hymne prononcée avec ferveur par le Père Prieur Brand, fut très appréciée des participants tant au niveau spirituel qu'historique : «Une fois le sacrifice consommé, les voici gisant à la face du ciel ayant rendu leur âme, leur sang empourpre la lande et seuls les oiseaux rapaces se repaissent de leurs dépouilles, venant et revenant sur ce champ de désolation pour y monter la garde. Soldats, martyrs, héros, ils viennent d'entrer dans la phalange nombreuse de tous ceux, qui à travers les siècles, au cours des âges ont donné leur vie, ce bien le plus précieux dont chacun ne peut disposer qu'une seule fois, la vie».

Puis les assistants purent écouter avec plaisir et émotion Louis Boullé, dans un poème de Tristan Corbière. Un poème musical Digor fut diffusé en hommage à la mémoire de Ralfig Tullou, fondateur de l'association Koun Breizh-Souvenir Breton.

Après le dépôt d'une gerbe, le président de l'association Koun Breizh-Souvenir Breton-845, Loïk Gamus prononça une allocution retraçant les principales conditions et circonstances de la bataille, l'enseignement de l'Histoire, la mémoire des hommes.

«Dans notre histoire de la Bretagne, nous avons des repères et notre présence aujourd'hui sur ce site de la «Lande de la Rencontre» est un symbole authentique. Saint-Aubin-du-Cormier, haut-lieu de notre histoire, marque la perte de notre indépen-



Sur la lande de Saint-Aubin du Cormier, 6 000 Bretons tombèrent pour leur pays.

dance. Nous ne voulons pas d'une mémoire-musée en ce lieu ; nous préférons une mémoire-symbole, traduisant notre enracinement...»

Pour certains, le moment le plus émouvant fut la dispersion des cendres du vrai Breton que fut Hervé Le Helloco, bien connu sous le surnom de Bob et qui fonda

le mouvement «Gwenn ha Du» ; cette cérémonie fut réalisée à la demande de sa veuve venue spécialement d'Outre-Manche ce même jour.

Le Bro gozh c'hatura cette manifestation.

Koun Breizh

Guérande, succès du Festival Anne de Bretagne.

Pour sa première édition, le Festival Anne de Bretagne qui, en ce début de l'été 1995 prenait son essor à Guérande, a connu un grand succès. Et ce n'était pourtant pas si simple de créer, ex nihilo, une grande manifestation bretonne en Loire-Atlantique.

Les deux expositions, sur Anne de Bretagne et sur les coffres de Loire-Atlantique, ont reçu des centaines de visiteurs.

Les visites guidées de la ville de Guérande ont fait le plein pendant deux jours. Les conférences, toutes d'un très haut niveau, ont attiré au total près de 300 personnes qui ont été passionnées par l'histoire de Bretagne, l'histoire des marais salants ou celle de Guérande. Les soirées contes, chants du terroir et cabaret ont, elles, accueilli plus de 500 personnes venues se ressourcer au vieux fonds de nos traditions orales.

Que dire de l'extraordinaire succès du grand concert des chorales bretonnes dans le cadre magnifique de la collégiale Saint-Aubin. Près de 600 personnes ont écouté, pendant près de trois heures, dans un silence vraiment religieux, des chants en breton, interprétés par les chorales de Plomelin et Fa-Si et Kan Ar Vro de Nantes. Le concours de sonneurs fut un tel succès qu'il fallut le doubler et l'après-midi nous montra bien que la musique bretonne garde tout son pouvoir d'attraction. Les veuzou ne furent pas oubliés, ni les musiques plus modernes.

Le grand défilé de plus de 40 groupes de Loire-Atlantique, renforcés par quelques groupes venus d'autres départements bretons, fut suivi de démonstrations de danse et de musique sur deux podiums au cœur de la vieille ville. Ils furent admirés par près de 4 000 personnes. Nous n'avons garde d'oublier la venue-signature d'une trentaine d'écrivains bretons de Loire-Atlantique, agrémentés d'un concours culturel, et qui connut une très honnête affluence.

Il nous faut donc, ici, remercier tous ceux qui ont contribué à faire de cette première édition du festival un tel succès : bien sûr et en premier lieu tous les organisateurs bénévoles et en particulier nos amis guérandais et tout spécialement les associations guérandaises qui ont été à nos côtés pendant un an ; évidemment les grandes confédérations bretonnes, la B.A.S., Kendalch et War 1 Leur et tous les groupes de sonneurs, de chanteurs, de danseurs, etc. qui furent le cœur de ces manifestations ; les écrivains, les conférenciers, qui ont donné à cette manifestation sa dimension historique et culturelle, tous ceux qui par leurs prêts nous ont permis de réaliser des expositions de très haut niveau.

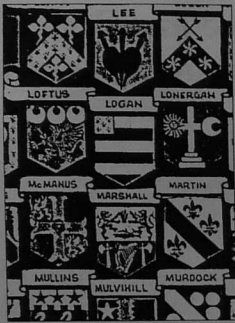
Nous n'oublions pas la municipalité de Guérande et ses employés qui ont assuré une impeccable logistique avec, dans certains domaines, l'aide de la Ville de La Baule*, «l'Echo de la Presqu'île» qui a pris en charge affiches et tracts et pour terminer le Conseil Général de Loire-Atlantique, la Ville de Guérande et la Région qui, par leurs subventions, ont permis la gratuité et l'essentielle des manifestations.

Et maintenant ? nous préparons l'édition 1996 du Festival Anne de Bretagne, dans une autre cité célèbre de notre département.

L'Association Culturelle Bretonne Sud-Bretagne

Chers compatriotes,
je vous écris juste un petit mot concernant les 70 ans du drapeau breton actuel. Il est d'usage d'affirmer que Morvan Marchal s'est inspiré du drapeau américain pour notre Gwenn ha Du.
Je suis toujours demeuré surpris cependant par un fait, à savoir que le blason des Marshall d'Irlande (cf. document joint) est le modèle réduit identique de notre étendard (source : Heraldic Scroll & Map of family Names & Origins of Ireland).
Quand on sait les liens de toujours entre ces deux nations, on est en droit de penser que l'information a pu être connue et exploitée par M. Marchal.
Ceci relève surtout de l'anecdote historique mais j'ai estimé qu'il pouvait être intéressant pour nos compatriotes en le publiant dans vos colonnes.
Salutations bretonnes.

Ch. Derbré
Gwitalmeze



Ar yezhoù minorelaet er skolioù-meur en Europa.

Les langues minorisées à l'université en Europe.

2-3-4 a viz du 1995
(novembre 1995)
An Oriant - Lorient

Kelennet ez eus bet muioc'h-mui dre ar yezhoù minorelaet er bloavezhioù tremenet en Europa, dreist-holl er skolioù mamm, kentañ hag eil derez. Aet eur pelloc'h ganti en eil bro eget en eben met e pep lec'h emañ an dalc'h evit gouzout penaos lakaat ar yezhoù rannno da vezañ anavezet evel binvioù kelenn ha penaos o lakaat da zegouezhout diouzh o c'harg nevez.

Er Skolioù-Veur, e-pad pell, ez eus bet graet war-dro ar yezhoù rannno evel war-dro danvez, mat da vezañ studiet e-keñver yezhoù breizh. Breizhañ pa vez graet ganti ar yezhoù-se evit kelenn danvezioù-skol ken distheñvel an eil diouzh egile hag ar matemahtik hag an istor, petra eo kerdidi ar skol-veur ? Daoust hag-eñ eo prest houmañ da c'hoañ ar roll eskiantel a zegouezhe ganti, ha kement-mañ kouz war dachenn ar stummañ ha war hini ar c'hlaskezh ?

D'ar yaou 2 a viz du.
Ar statudoù hag ar politikerezh yezh.
15.00 Stadoù an traoù e peder bro
a. Katalonia
b. Kembre
c. Iwerzhon
d. Elzas
Peder displegadenn 20 mn hag un eur diviz.

D'ar gwener 3 a viz du.
Ar goulnenn sosial.
9.00 Anavezout an ezhommoù ha bastañ dezho : skouerioù Iwerzhon ha Bro-Skos.
10.45 Doare fonksional ar goulnenn sosial : displegadenn Galsia.
Ar c'hlaskezh.
14.30 Ar skolioù-meur hañv : skouerioù Katalonia hag Euskadi.
15.45 Ar c'hlaskezh er yezhoù minorelaet.
17.00 Skignañ ar c'hlaskezh : an embann hag an teknologiezh nevez.

D'ar sadorn 4 a viz du.
Ar stummañ hag ar bedagogiezh.
9.00 Teoriezh ar soubadur evel hennenn bedagogel diwar teir zachenñ amproù : Katalonia, Euskadi ha Kembre.
10.00 An teknikoù kelenn, ar savel danvez hag an teknologiezhioù nevez.
11.00 Hentout nevez evit ar Skol-Veur e Breizh.

Bouteilles de gaz et bombe atomique. La France en danger ?

Trois bouteilles de gaz piégées, dont 2 qui n'ont pas fonctionné, mettent en danger la «grande» puissance économique et militaire qu'est la France !
Bien sûr, nous déplorons les morts et les blessés du RER parisien et nous comprenons qu'il est du rôle de tout Etat d'être vigilant lorsque surviennent de tels événements.

Cependant, toute personne sensée ne peut que constater l'énorme disproportion entre les moyens policiers et militaires mis en place sur tout le territoire français (et breton) et les dangers réels encourus.

Cette vaste campagne sécuritaire, médiatisée à outrance, relayée jusqu'à la plus petite école de campagne, masque à l'évidence d'autres réalités.

1. Chirac ne tient aucune de ses promesses électorales, sauf une : **sa bombe.**
2. Juppé et son gouvernement sont empêtrés dans une politique de recession qu'ils voudraient faire passer pour des **«réformes nécessaires»** !!! Son prochain budget va encore aggraver la situation pour des millions de Smicards.
3. Chirac, ennemi des accords de Schengen, puis rallié par calcul politique à trouver un bon prétexte pour ne pas les appliquer.
4. Sa bombe de Mururoa fait des ravages dans l'opinion publique internationale (et «nationale» par contrecoup).

Bref, quand rien ne va plus à la tête de l'Etat, il faut se désigner un ennemi et tenter de détourner l'opinion des pro-

blèmes réels des populations prêtes à manifester leur hostilité.
Chirac, Juppé et consorts lancent donc des bataillons de flics, CRS, gardes mobiles, armée et douanes (bref toute la panoplie dont disposent les Etats policiers) à l'assaut des gares, aéroports, des musées et des magasins, des salles de spectacles et des écoles, des postes frontalières et des autoroutes pour traquer les artisans bricoleurs de bombes de gaz.

Ces petits artisans apparemment (et heureusement) pas trop doués, sont devenus par le miracle du matraquage médiatique, «les ennemis redoutés de la France et de ses institutions» !!!
Nous nous affirmons clairement que nous ne marchons pas dans cette mascarade gouvernementale.

Nous affirmons que le gouvernement n'a pas à se servir de manipulations hystériques pour masquer son incapacité à régler les problèmes de l'emploi, des inégalités sociales, de la chute des salaires.

Nous disons que, plus que jamais, les chômeurs doivent exiger le droit au travail, que les millions de petits fonctionnaires ou assimilés ont droit à un salaire décent, que les petits épargnants, plumés par les banques sous prétexte de non imposition, de retraite ou d'assurance-vie, doivent continuer à être exonérés d'impôts,

que nos enfants ont le droit d'avoir des instituteurs, nos postes de facteurs, et nos mairies des secrétaires et des cantonniers, que nos écoles où l'on enseigne la langue bretonne, ont le droit d'avoir des professeurs formés et payés, que des moyens doivent être trouvés pour mettre en place une chaîne de télé en langue bretonne.

Voilà les problèmes sur lesquels Français et Bretons attendent une réponse. Le discours chiracien sur l'arme nucléaire est débile, «laissez-nous être les meilleurs et après on arrête tout» ils le savent moins persistant.

Ne tombons pas dans le panneau. Faire la guerre (aujourd'hui psychologique) pour essayer de souder artificiellement un peuple qui menace le pouvoir par ses revendications, est une très vieille recette, encore utilisée de nos jours par quelques hommes politiques chez qui sommeille un dictateur.

Chirac n'est qu'un piètre bluffeur. Il n'a rien à dire et ne tient aucune promesse.

Lui et ses relais en Bretagne sont à combattre avec la plus grande détermination.
Nous disons donc : halte à l'intox. non au nucléaire, non au chômage et à la misère, à l'exode et à l'exploitation, non au flicage et à ses conséquences.
Oui à la démocratie véritable, sans armes nucléaires, à l'île Longue ou ailleurs.

Y.P.

Breizh hag an obererezh politikel.

d'an 21 a viz Here 1995, eus 9 eur da 17 eur e kreizenn AN OALED e TREGLONOU (Bro Leon).
Roll labour an devezh.
9 eur : «**Penaos bezañ Breizhad hiziv**» gant Fransez Favereau, Kelenner war ar brezhoneg e Skol Veur Breizh Uhel.

11 eur 30 : «**Sevenadur Breizh ha Skol Veur Brest**» gant Suzanne An Ostis, Presidentez ar gevredigezh FULENN.

12 eur 30 : Pred a-gevret.

14 eur : «**Stourm evit Breizh ha stourm evit demokratelezh**» gant Loeiz AR BEG, istorour.

Kasit ho enskrivadur arak d'an 13 a viz Here da : Alain KERVERN, 7 stradaeg Kerivin, 29200 BREST

François Le Quemener, lauréat du Prix Hervé Le Menn 1995.

Le Prix Hervé Le Menn, créé par l'Entente Culturelle Bretonne voici sept ans, a été attribué pour l'année 1995 à François Le Quemener, recteur de la Mission Bretonne d'Île-de-France. François Le Quemener, né à Neulliac (Morbihan) en 1924, est ordonné prêtre en 1947. D'abord nommé vicaire à Kervignac, il rejoint en 1966, à Paris, l'abbé Elie Gautier auquel il succédera. Pendant de nombreuses années, il a écouté, réconforté et secouru de nombreux bretons et bretonnes que l'émigration avait poussés vers Paris. Sous son impulsion, la Mission Bretonne, devenue Ti ar Vretoned, a permis le maintien au sein de l'émigration d'une culture bretonne riche et vivante, grâce à de multiples activités culturelles. Aujourd'hui, ayant l'assurance de la continuité de son action, François Le Quemener s'apprête à prendre une retraite méritée.

Le prix Hervé Le Menn lui sera remis le 12 octobre prochain. La cérémonie se déroulera au Palais du Luxembourg, à Paris.



Fulup Oillo, priz Langleiz 95

Daou briz lenneged a oa bet roet e dibenn ar C'hendalc'h Etrekeltiek en Oriant.

Un dibab reizh evit Priz Roparz Hemon : aet gant an skilpailh en deus labourer da gas betek penn avarant ar Genadur Brezhoneg.

Evit Priz Langleiz, aet eo heulene gant Fulub Oillo evit ul levr a vo embannet dizale gant Al Liamm, «Blaz an Holenn».

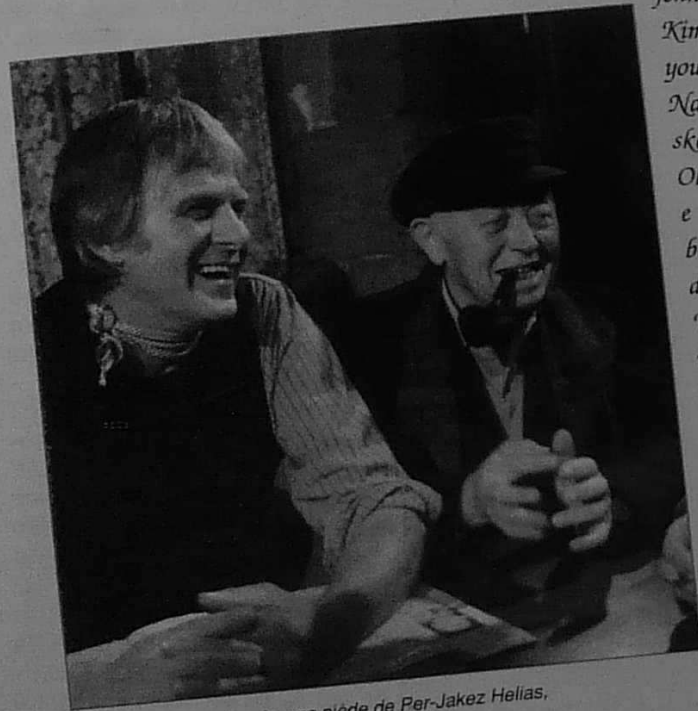
(Foto Lena Louam)

Per Jakez Helias,

N ag a draoù a zo bet skrivet ha lavaret amañ hag ahont diwar benn Per Jakez Helias aet da baradoz ar Vigouterien e-kreiz miz east d'an oad a 81 bloaz ! Mel gant al loa-bod evit tad ar «Marc'h al Lorc'h» lakaet da skrivagner meur hor bro ha difenner hor yezh.

Piv 'oa Per Jakez Helias ? Ur barzh, a dra sur unan eus ar re wellañ, ur c'honter dispar, ur romantour a zoare. Gant e benn-oberenn «Marc'h al Lorc'h» embannet e 1975 en doa lakaet tremen daou vilion a lennerien da zizoloñ o gwirizioù. Berzh al levr dre ar bed a bezh, bet troet e 18 yezh, a ziskouez avat e oa bet taolennet gant Helias buhez ar maezioù e penn kentañ an XXvet kantved en Europa a bezh ha n'eo ket e Breizh hepken.

Ha peadra a zo en e skridoù hag en e oberoù da embann goude e varv hon eus kollet ur stourmer evit Breizh hag ar brezhoneg ? Ha sellout outañ evel un «tour-tan» ouzh hon skferijenniñ ? Arabat mont re bell ganti. Bezañ bet o kinnig abadennoù e Radio Kimerc'h hag o sikour gant Gouelioù Kerne n'eo ket awalc'h da ziskouez e youl da stourm evit dazont ar brezhoneg hag hor bro.



«Le grand valet» d'après une pièce de Per-Jakez Helias, diffusé par FR3

Na pet a re all a zo bet klevet o lavarout e oant «a du gant ar brezhoneg er skol» hep fiñval un disterañ pa veze anv da saveteiñ Diwan da skouer ? Ober gant ar brezhoneg a zo un dra gaer, n'eo ket trawalc'h avat pe neuze e rankfemp ivez lakaat an aotrounez Le Du, Le Berre, Broudic hag ur bern re all da zifennerien ar brezhoneg... Ur brouenn ? n'eus bet souezhet den ebet o klevout e oa bet roet anv Per Jakez Helias d'ur skol er Vro Vigouden, dre ma 'z eo unan publik rann eus an deskadurezh stad. Iskis e vije bet er c'hontrol reiñ anv ar skrivagner d'ur skol Diwan dre ma ouier awalc'h ne oa ket prederiet Helias gant dazont ar brezhoneg.

War an dachenn bolitikel e veze lavaret e oa eus Per Jakez Helias «ur spered dieub» na blije ket dezhañ bezañ gwelet evel ezel eus an «emsav». N'eo ket dre ma felle dezhañ chom diere, avat, dre ma oa stag ouzh ur familh politikel all ne lavaran ket ! A viskoazh e oa bet o tifenn ar Skol Veur e' hall hag an Deskadurezh Stad e Breizh o reiñ harp d'ar gostezenn P.S. evel prezidant kuzul-skoazell Lionel Jospin en dilennadegoù dirvezhañ. Hag e touez an niverig bihan a dud bodet e Karaez evit e obidoù e oa un ezel eus P.S. Penn ar Bed, bet maodiern gant Mitterrand.

L'Alliance Française en deus kollet ur prezegenner eus an dibab en doa klasket a viskoazh diskouez ar pezh a zegase ar brezhoneg da sevenadur Bro C'hall. Bro ar frankiz hag ar spere-doù digor ha n'eo ket ar vro a fell da stourmerien ar brezhoneg sevel e Breizh, gouez da Helias pa skriv e dibenn «Marc'h al Lorc'h» diwar-benn ar re-mañ : «Pour vivre tout à fait tranquilles dans leurs campagnes, les nouveaux maîtres firent entourer de barbelés les moustrueux ensembles où étaient concentrés tous les pauvres diables. Ils élevèrent des miradors à mitrailleuses pour les empêcher d'en sortir. Et quand ils furent seuls entre eux, protégés du vulgaire, ces aristocrates fondèrent des clubs régionaux très fermés où il était interdit aux membres de parler autres choses que l'occitan, le basque ou le breton».

N'eo ket un digarez evit chom hep lenn ar «Maen Du».

H.B.

marv

UR

STOURMER ?

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : **EMGANN. BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX**

Notre fax : 96.44.09.24.

EMGANN, kazetenn EMGANN/Organe du mouvement EMGANN. Rener ar gazetenn/Directeur de la publication : Philippe Jeamouillé. Moulur/Imprimerie : Imprimerie Henry Péderneg. Chomlec'h/Adresse : BP71 - 22202 Gwengamp Cédex. Komanant/Abonnement : 150 L. Bep miz/Mensuel CPPAP : N° 65664. ISSN : 0763 5392